

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1277

18 mai 2015

SOMMAIRE

AIM Services S.à r.l.	61296	IK Investment Partners VII A S.à r.l.	61260
AIRTECH EUROPE S.à r.l.	61252	Jacaranda Investissements S.A.	61251
Alchemy Holding S.à r.l.	61255	KBL Key Fund	61256
Alpha Investimenti Sicav	61250	Languard S.A.	61260
Alpmann Management S.A.	61253	Matterhorn Mobile S.A.	61261
AltaFund Value-Add I	61254	Matterhorn Telecom Holding S.A.	61266
Amantea Finco S.à r.l.	61256	Matterhorn Telecom S.A.	61263
Amarna Holding S.A. SPF	61291	McLaren S.A.	61274
Aperam	61254	McLaren S.A.	61268
Arqacom s.à r.l.	61259	Melga Finance S.à r.l.	61276
A.R.T. - Absolute Return Target Fund ...	61278	MGN Participations	61257
Ateliers Koch S.A.	61255	MHP S.A.	61257
Avalan S.A.	61251	Movestic SICAV	61254
B-Iond S.A.	61256	PIAA Finance S.A.	61253
BR Japan Core Plus TMK 5 Holdings S.à r.l.	61292	Selector Management Fund	61274
Colin & Cie. Fund	61260	Source Automation Luxembourg S.A. ...	61250
DeZaRo S.à r.l.	61292	Sterope Management S.A.	61253
DFV Sondervermögen	61260	Stream Co SA	61252
ELARC	61260	Toro Capital I	61275
Fortinvest Investments Holding S.A. SPF	61250	Tschingel S.A.	61251
G.G.H. S.A.	61265	Universal-Investment-Luxembourg S.A.	61259
Global Diversified Sicav	61255	UZN-LUX-UI-FONDS FCP-FIS	61259
Hanson Holdings Lux S.à r.l.	61296	Vlim Invest S.A.	61252

Alpha Investimenti Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 74.023.

—
EXTRAIT

Le Conseil d'Administration a pris la décision de transférer le siège social de la société à l'adresse suivante:

106, route d'Arlon

L-8210 Mamer

Grand-Duché de Luxembourg

Ce transfert prend effet au 1^{er} janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le 31 mars 2015.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015048965/17.

(150057015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Fortinvest Investments Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 82.991.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 09 juin 2015 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015068648/10/18.

Source Automation Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 187.047.

The Shareholders are hereby convened to the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the shareholders which will take place on 1st June, 2015 at 11.30 a.m. at 42-44, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

The agenda of the Annual General Meeting is as follows:

Agenda:

1. Management report of the Board of Directors and report of the Statutory Auditor.
2. Approval of the annual accounts as of December 31, 2014.
3. Appropriation of results.
4. Discharge to the Directors and to the Statutory Auditor for the performance of their mandates during the related fiscal year.
5. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015072083/19.

Jacaranda Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 108.876.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le 5 juin 2015 à 10.45 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2013 et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes y relatifs.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2013.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015072073/534/18.

Tschingel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 88.236.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 09 juin 2015 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015069124/10/18.

Avalan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 170.627.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 09 juin 2015 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015069123/10/18.

AIRTECH EUROPE S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 3.000.000,00.**

Siège social: L-4562 Differdange, Zone Industrielle Haneboesch.
R.C.S. Luxembourg B 36.184.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 9 mars 2015

4^{ème} Résolution

L'associé unique décide de renouveler le mandat de «Réviseur d'Entreprises» de H.R.T Révision S.A., ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen. Son mandat viendra à échéance lors de l'approbation des comptes annuels de l'exercice clôturé au 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AIRTECH EUROPE S.à r.l.

Référence de publication: 2015048962/15.

(150056197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Vlim Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 152.319.

—
Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 5 juin 2015 à 17:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2014
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Nominations Statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015072080/795/16.

Stream Co SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 179.825.

—
Le Conseil d'Administration rappelle aux actionnaires que les droits afférents aux actions au porteur ne peuvent être exercés qu'en cas de dépôt de l'action au porteur auprès du dépositaire conformément à l'article 42 de LCSC. En outre, le Conseil d'Administration rappelle également aux actionnaires que les actions au porteur doivent être déposées pour le 18 février 2016 au plus tard sous peine de sanction.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social en date du 11 juin 2015 à 17 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 et du compte de résultats.
2. Discussion sur rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2014.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des L.C.S.C.
6. Modification au sein du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes.
7. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2015072079/1004/23.

Alpmann Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 99.739.

EXTRAIT

Il est porté à la connaissance du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et afin de mettre à jour les informations inscrites auprès de celui-ci:

- que le commissaire aux comptes, la société FIDUCIAIRE SEVE S.A., inscrite sous le numéro RCS B 82421 et ayant son siège social au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, a changé de dénomination en date du 14 juin 2013 et porte désormais la dénomination FIDUSEVE S.A.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Pour ALPMANN MANAGEMENT S.A.

Référence de publication: 2015048967/15.

(150056516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

PIAA Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 97.562.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 5 juin 2015 à 11 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport du commissaire aux comptes,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturant au 31 décembre 2014 et affectation du résultat,
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015072077/506/16.

Sterope Management S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 133.328.

Le Conseil d'Administration rappelle aux actionnaires que les droits afférents aux actions au porteur ne peuvent être exercés qu'en cas de dépôt de l'action au porteur auprès du dépositaire conformément à l'article 42 de LCSC. En outre, le Conseil d'Administration rappelle également aux actionnaires que les actions au porteur doivent être déposées pour le 18 février 2016 au plus tard sous peine de sanction.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, en date du 25 juin 2015 à 18 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014.
2. Discussion sur le rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2014.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des LCSC.
6. Modification au sein du Conseil d'administration.
7. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2015072078/1004/23.

AltaFund Value-Add I, Société en Commandite par Actions - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 159.249.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

Référence de publication: 2015048945/10.

(150056452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Aperam, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12C, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 155.908.

L'Assemblée générale ordinaire du 8 mai 2014 a décidé de ratifier la nomination par cooptation de Monsieur Joseph GREENWELL faite par décision du Conseil d'Administration d'APERAM en date du 24 mai 2014. Le mandat de Monsieur Joseph GREENFIELD, avec adresse professionnelle 12 C rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Duché de Luxembourg, comme membre du conseil d'Administration d'APERAM, pour une durée de trois ans viendra à expiration lors de l'Assemblée générale annuelle de l'année 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2015.

Référence de publication: 2015048976/14.

(150056258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Movestic SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 185.082.

The board of directors herewith invites shareholders, in accordance with article 24 of the Company's articles of association (the "Articles") to the

ANNUAL ORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders to take place on 3rd June 2015 at 11.00 a.m. at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg. Capitalised terms not defined herein have the meaning assigned to them in the Prospectus of the Company.

The agenda is as follows:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and the Auditor on the financial statements for the financial year as per 31 December 2014.
2. Approval of the balance sheet as per 31 December 2014 and the profit and loss statement.
3. Discharge of the members of the Board of Directors for the financial year that elapsed.
4. Remuneration for the Members of the Board of Directors.
5. Re-Election of the Members of the Board of Directors.
6. Re-election of the Auditor.
7. Miscellaneous.

In order to attend the Ordinary General Meeting and for the proper execution of the voting rights, the shareholders will have to deposit their shares at least one (1) day before the meeting. Only those who have submitted written notice of the deposit to the company are admitted to attend the meeting. Each shareholder may be represented by a person who is duly authorized by proxy. A proxy need not be a member of the Company. If you do not wish to attend the Ordinary General Meeting of Shareholders would you please sign the special proxy form and return it to us until the 2nd June 2015. Please fax the forms beforehand to (00352) 22 15 22 - 500 or send it by e-mail: d_FundSetUpOPAM@oppenheim.lu. Proxy forms can be obtained from the registered office of the Company.

Luxembourg, May 2015.

Board of Directors.

Référence de publication: 2015072076/755/30.

Ateliers Koch S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 99, rue de Hollerich.
R.C.S. Luxembourg B 107.347.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2015048982/10.

(150056990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Alchemy Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: SEK 9.798.000,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 112.479.

Constituée par devant Me Paul Bettingen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 10 novembre 2005, acte
publié au mémorial C No 500

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alchemy Holding S.à r.l.

Dominique Le Gal

Gérant de classe A

Référence de publication: 2015048944/14.

(150056431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Global Diversified Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.
R.C.S. Luxembourg B 80.775.

Faute de quorum de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mai 2015, il y a lieu de convoquer une deuxième
Assemblée Générale Extraordinaire.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Sainte
Zithe, le 19 juin 2015 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 3 des statuts relatifs à l'objet social en vue de lui donner la teneur suivante:
«L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds à sa disposition dans des valeurs mobilières et dans d'autres
actifs autorisés, en vue d'une répartition des risques d'investissement et pour faire bénéficier ses actionnaires des
résultats de la gestion de ses actifs.
La Société peut prendre toutes mesures et effectuer toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou
au développement de son objet social, dans toute la mesure permise par la loi du 17 décembre 2010 concernant
les organismes de placement collectif ou toute loi remplaçant ou modifiant celle-ci (la «Loi du 17 décembre 2010»).»
2. Modification des articles 5, 6, 8, 12, 14, 20, 21, 27, 28, 30 des statuts afin d'être en concordance avec les dispositions
législatives actuelles.
3. Suppression de l'article 7 des statuts relatifs aux certificats perdus ou endommagés.
4. Divers.

Les propriétaires d'actions à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote.
S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Extraordinaire pourra délibérer valablement sur les points
à l'ordre du jour sans quorum de présence. Les résolutions pour être valables, devront réunir deux tiers au moins des
voix des actionnaires présents ou représentés.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2015072072/755/30.

Amantea Finco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 177.971.

—
Constituée par devant Me Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 27 May 2013, acte publié au Mémorial C no 1858

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Amantea Finco S.à r.l.

Marielle Stijger

Gérant

Référence de publication: 2015048948/14.

(150056571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

B-Iond S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 88.763.

—
En date du 27 novembre 2014, les actionnaires ont accepté la démission du commissaire aux comptes actuel et ont nommé comme nouveau commissaire, avec un mandat de 4 ans et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018, la société LUXREVISION S. à r. l. inscrite au RCS sous la référence Luxembourg B40.124 et ayant son siège social au 7, route d'Esch à L-1470 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Pour B-IOND SA

Un mandataire

Référence de publication: 2015048986/15.

(150056883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

KBL Key Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 63.616.

—
Nous avons l'honneur de vous convier à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires de la Société (l'Assemblée) qui se tiendra au siège social le 3 juin 2015 à 15h00 (heure de Luxembourg) avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Prise de connaissance du rapport d'activité du conseil d'administration et du rapport du réviseur d'entreprises
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 et de l'affectation des résultats
3. Décharge à donner aux administrateurs
4. Nominations statutaires
5. Divers

Les décisions concernant les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum et sont adoptées à la simple majorité des voix exprimées à l'Assemblée. Des procurations sont disponibles au siège social de la Société.

Par délégation d'European Fund Administration agissant en tant que dépositaire au sens prévu par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation et à la tenue du registre des actions au porteur (la Loi de 2014), les détenteurs d'actions au porteur souhaitant participer à l'Assemblée sont tenus d'immobiliser leurs actions cinq jours ouvrables avant l'Assemblée auprès de KBL European Private Bankers S.A., 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg (KBL) permettant ainsi l'inscription de leurs actions dans le registre des actions au porteur.

Les droits afférents aux actions au porteur ne pourront être exercés qu'en cas de dépôt de l'action au porteur auprès de KBL conformément à la Loi de 2014.

Référence de publication: 2015072074/755/25.

MGN Participations, Société Anonyme.

Siège social: L-2152 Luxembourg, 10, rue Antoine-François Van Der Meulen.
R.C.S. Luxembourg B 160.509.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2015.

Maître Léonie GRETHEN

Notaire

Référence de publication: 2015048637/12.

(150056165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2015.

MHP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 116.838.

Shareholders and GDR holders are invited to attend

A MEETING

combining ordinary and extraordinary general meetings (the "Meeting") of shareholders of MHP S.A., a Luxembourg société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 116.838 (the "Company"), which will be held on *June 18, 2015* at 12:00 (noon) CET at the registered office of the Company in order to deliberate upon the following agenda:

Agenda:

1. Approval of MHP S.A. Consolidated Financial Statements for the financial years ended 31 December 2014, 2013 and 2012.
2. Amendment of article 14 paragraph 3 of the articles of association of the Company regarding the statutory date of the annual shareholders meeting.

Share Capital of the Company

The Company's issued share capital is set at two hundred twenty-one million five hundred forty thousand euros (EUR 221,540,000.-), consisting of one hundred ten million seven hundred seventy thousand (110,770,000.-) shares with a par value of two euro (EUR 2.-) each.

The Company has dematerialised 62,443,561 shares of the Company into 62,443,561 global depository receipts ("GDRs").

Each share or GDR entitles the holder thereof to one vote.

Right to participate in the Meeting

As indicated in the notice published on May 18, 2015 on the website of the London's and the Luxembourg's Stock Exchanges, any shareholder or GDR holder who holds one or more shares or GDRs of the Company on June 4, 2015 at 24:00 o'clock CET (the "Record Date"), to the exclusion of any other shareholder or GDR holder not fulfilling this condition, shall be admitted to the Meeting and shall have the right to exercise the voting rights attached to such shares or GDRs.

Shareholders or GDRs holders (whose shares or GDRs are held through the operator of a securities settlement system or with a professional depository or sub-depository designated by such depository) should receive from such operator or depository or sub-depository a certificate certifying the number of shares or GDRs recorded in their account on the Record Date. In particular, shareholders or GDR holders who hold their shares through the facilities of the London Stock Exchange should receive a depository certificate from financial institutions (investment brokers or custodian banks) who are participants of the London Stock Exchange and who maintain the securities account for such shareholder or GDR holder.

If such shareholders and GDRs holders wish to participate to the Meeting (in person, via proxy or voting form), they should notify the Company and the operator or depository or sub-depository of their intention to participate by returning the information letter to the Company (by mail at MHP S.A. c/o Alter Domus, 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg or by fax +352 48 18 28 3461 or by e-mail adlux-domh@alterdomus.lu) and to the operator or depository or sub-depository no later than the Record Date and provide the Company and the operator or depository or sub-depository with the relevant documentation evidencing their ownership of the shares or GDRs by no later than June 17, 2015 at 12:00 (noon) CET, to be deposited at the registered office of the Company.

Shareholders (whose shares are directly recorded on the Company's register and therefore not held via a depository or sub-depository) wishing to attend the Meeting (in person, via proxy or voting form) should notify the Company (MHP S.A. c/o Alter Domus, 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg or by fax +352 48 18 28 3461 or by e-mail adlux-domh@alterdomus.lu) by returning the information letter, no later than June 4, 2015 at 24:00 o'clock CET, of that fact and provide the Company with the relevant documentation evidencing their ownership of the shares by no later than June 17, 2015 at 12:00 (noon) CET, to be deposited at the registered office of the Company.

In the event that any shareholder or GDR holder resorts to distance voting or votes through proxies, the voting form or the proxy form has to be deposited at the registered office of the Company no later than June 17, 2015 at 12:00 (noon) CET. Proxy forms, voting forms and letter of information are available on the website of the Company or upon demand made in writing to the registered office of the Company or by fax to +352 48 18 28 3461. The proxy form or the voting form may be submitted by mail to the registered office of the Company or by fax to +352 48 18 28 3461 or by e-mail to adlux-domh@alterdomus.lu. Only proxy forms, voting forms and information letters provided on the website of the Company, www.mhp.com.ua/ shall be used and will be taken into account. One person may represent more than one shareholder.

GDR holders who wish to vote via the electronic system can give voting instructions to the chairman of the Meeting via the electronic system the operator of a securities settlement system or with a professional depository or sub-depository designated by such depository. In such case, the operator of a securities settlement system or a professional depository or sub-depository designated by such depository must, prior to the Meeting provide (i) a spreadsheet of the voting instructions in relation to the votes cast for, against and abstain in relation to each resolution of the agenda including a proxy to the chairman of the Meeting to be returned to the Company prior to the date of the Meeting and (ii) a certificate certifying the number of shares or GDRs recorded in their account on the Record Date.

Whether or not you propose to attend the Meeting in person, we request that the letter of information and/or form of proxy or voting form be completed and returned in accordance with the instructions printed thereon.

Completion and return of a form of proxy will not prevent shareholders or GDR holders from attending and voting at the Meeting, should they so wish.

Right to have new items added to the agenda of the Meeting

One or more shareholders or GDR holders holding together at least 5% of the share capital of the Company may:

- Add new items on the agenda of the Meeting duly enclosing an explanatory statement;
- May file proposed resolutions in relation with the items of the agenda or the additional items.

Such requests must be sent to the Company in writing by mail MHP S.A. c/o Alter Domus, 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg or by fax +352 48 18 28 3461 or by e-mail adlux-domh@alterdomus.lu. Such requests should enclose the related proposed resolutions or an explanatory statement and should indicate a mail or e-mail address to which the Company may send an acknowledgement of receipt.

Such requests should be sent to the Company by May 27, 2015. The Company will acknowledge the receipt of such requests within 48 hours upon reception.

The Company will publish an updated agenda of the Meeting at the latest on June 2, 2015.

Further information may be obtained on www.mhp.com.ua/.

Shareholders and GDR holders may address all queries with respect to the Meeting by email to the following email address: adlux-domh@alterdomus.lu, or to the following address:

S.A. c/o Alter Domus
5, rue Guillaume Kroll
L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

On all related correspondence, kindly indicate the following notice:

"2015 Ordinary and Extraordinary General Meeting of shareholders MHP S.A."

All documentation required under the law of 24 May 2011 implementing the Directive 2007/36 EC of the European Parliament and of the Council of 11 July 2007 on the exercise of certain rights of shareholders of listed companies including all documents to be presented to the Meeting, the proposed resolutions shall be available on the website of the Company www.mhp.com.ua/ or may be obtained by sending an e-mail to adlux-domh@alterdomus.lu by mail at the registered office of the Company.

Luxembourg, on May 18, 2015.

For the Board of Directors
Yuriy Kosyuk
CEO, Director

Référence de publication: 2015072075/98.

UZN-LUX-UI-FONDS FCP-FIS, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Das Verwaltungsreglement, betreffend den Fonds UZN-LUX-UI-FONDS FCP-FIS, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde in geänderter Fassung beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 18. Mai 2015.

Für den UZN-LUX-UI-FONDS FCP-FIS
Universal-Investment-Luxembourg S.A.
Marc-Oliver Scharwath / Eva-Maria Wimmer

Référence de publication: 2015071288/13.

(150080470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2015.

Universal-Investment-Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 75.014.

Das Verwaltungsreglement, betreffend den Fonds FOX-LUX-Universal-Fonds FCP-FIS, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde in geänderter Fassung beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 18. Mai 2015.

Für den FOX-LUX-Universal-Fonds FCP-FIS
Universal-Investment-Luxembourg S.A.
Marc-Oliver Scharwath / Eva-Maria Wimmer

Référence de publication: 2015071287/15.

(150080469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2015.

Arqacom s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9240 Diekirch, 21, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 164.825.

Constituée en date du onze novembre deux mil onze, suivant acte reçu par le Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen, modifiée lors d'une assemblée extraordinaire devant notaire en date du trente avril 2013.

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire tenue au siège social en date du 9 février 2015

Suite à des cessions de parts intervenues sous seing privé en date 6 février 2015, le capital de la société ARQACOM s.à r.l. est dès à présent souscrit comme suit:

Monsieur Armen STEPANYAN, né le 27 février 1979 à Erevan (Arménie), demeurant à B-6700 Arlon-Barnich, 73 Rue du Bourg	20 parts sociales
Monsieur Yeghishe STEPANYAN, né le 11 avril 1977 à Erevan (Arménie), demeurant à 0014 Erevan (Arménie) Rue Adonch, 17/2 App. 44	80 parts sociales

Les actionnaires acceptent la démission de Madame Inna KHACHATUROVA de son poste de gérante administrative et de Monsieur Margar VARDANYAN de son poste de gérant technique.

Il a été décidé de nommer un nouveau gérant

Monsieur Armen STEPANYAN, né le 27 février 1979 à Erevan (Arménie), demeurant à B-6700 Arlon-Barnich, 73 Rue du Bourg

La société est engagée en toutes circonstances par la signature unique du gérant.

Fait et passé à Diekirch, en date de la présente

Fait en autant d'exemplaires que de parties présentes

Pour ARQACOM s.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2015048978/26.

(150056943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

ELARC, Société Anonyme.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 20, rue de Hollerich.
R.C.S. Luxembourg B 142.982.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015049126/10.

(150056329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

IK Investment Partners VII A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 166.977.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015049251/10.

(150056579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Colin & Cie. Fund, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Colin & Cie. Fund modifié au 1^{er} mai 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, en mai 2015.

I|A|F|A S.A.

Signature

Référence de publication: 2015064896/11.

(150074360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2015.

DFV Sondervermögen, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de DFV Sondervermögen modifié au 1^{er} mai 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, en mai 2015.

I|A|F|A S.A.

Signature

Référence de publication: 2015064897/11.

(150074361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2015.

Languard S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 189.397.

RECTIFICATIF

Dans l'en-tête de la publication des statuts, à la page 135527 du Mémorial C n° 2824 du 9 octobre 2014, il y a lieu de corriger comme suit la dénomination de la société:

- au lieu de: «Languard S.A.»,

- lire: «Languard S.A.».

La même correction doit être apportée dans le sommaire du même Mémorial, à la page 135505.

Référence de publication: 2015071800/12.

Matterhorn Mobile S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 165.835.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third of April.

Before us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

“Matterhorn Telecom S.A.”, a société anonyme, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 195.769,

here represented by Mrs Linda HARROCH, lawyer, with professional address in Howald, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 22 April 2015.

The said proxy, signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of “Matterhorn Mobile S.A.” (the “Company”), a société anonyme incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 165.835, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 23 December 2011, whose articles of association have been published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the “Mémorial C”) dated 16 February 2012, number 421 page 20184. The articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated 28 February 2012, published in the Memorial C dated 26 April 2012, number 1064 page 51070.

The appearing party (the “Sole Shareholder”) representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder decides to increase the Company’s share capital by an amount of one million nine hundred thousand Swiss Francs (CHF 1,900,000.00) so as to raise it from its present amount of one hundred forty-seven million five hundred forty-six thousand nine hundred and ninety Swiss Francs (CHF 147,546,990.00) up to one hundred and forty-nine million four hundred and forty-six thousand nine hundred and ninety Swiss Francs (CHF 149,446,990.00), by the issue of one million nine hundred thousand (1,900,000) new shares (the “New Shares”), having a nominal value of one Swiss Franc (CHF 1.00) and having the same rights and obligations as set out in the Company’s articles of incorporation, to be paid up by a contribution in kind consisting in an unquestioned claim due for immediate payment held by the Sole Shareholder against the Company in the aggregate amount of one hundred and ninety-one million Swiss Francs (CHF 191,000,000.00) (the “Contribution”).

The New Shares are fully subscribed by the Sole Shareholder and the Contribution of one hundred and ninety-one million Swiss Francs (CHF 191,000,000.00) is allocated (i) to the Company’s share capital for an amount of one million nine hundred thousand Swiss Francs (CHF 1,900,000.00) and (ii) to the Company’s share premium account for an amount of one hundred and eighty-nine million one hundred thousand Swiss Francs/ (CHF 189,100,000.00).

A report, regarding the Contribution here above (the “Report”) has been drawn up by “Interaudit S.à r.l.”, a réviseur d’entreprises, having its registered office at 37, rue des Scillas, L-2529 Howald, Luxembourg, dated 29 October 2014, in accordance with Article 26-1 of the law on commercial companies, which contains the following conclusion:

Conclusion:

“Based on the verifications carried out as described above, we express no observation on the total value of the contribution, which corresponds at least to the number and nominal value of the shares to be issued as consideration, together with the share premium.”

The Report will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Second resolution

The Sole Shareholder decides to restate article 5 of the Company’s articles of incorporation, which shall be read as follows:

5. Capital. The subscribed capital is set at one hundred and forty-nine million four hundred and forty-six thousand nine hundred and ninety Swiss Francs (CHF 149,446,990.00), divided into one hundred and forty-nine million four hundred and forty-six thousand nine hundred and ninety (149,446,990) registered shares with a par value of one Swiss Franc (CHF 1.00) each, fully paid up (by 100 %).”

Costs and Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the presently deed are estimated at approximately six thousand five hundred euro.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-trois avril.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire résidant à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

«Matterhorn Telecom S.A.», une société anonyme constituée et régie selon les lois luxembourgeoises ayant son siège social au 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 195.769,

ici représentée par Madame Linda HARROCH, avocat, demeurant à Howald, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 22 avril 2015.

La procuration signée ne varietur par la mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte, pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'actionnaire unique de «Matterhorn Mobile S.A.» (ci-après la «Société»), une société anonyme constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 165.835, constituée suivant un acte du notaire soussigné en date du 23 décembre 2011 et dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») en date du 16 février 2012, numéro 421, page 20184. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 28 février 2012, publié au Mémorial C en date du 26 avril 2012, numéro 1064, page 51070.

Laquelle partie comparante (l'«Actionnaire Unique»), représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire Unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant d'un million neuf cent mille Francs Suisse (CHF 1.900.000,00), de façon à l'accroître de son montant actuel de cent-quarante-sept millions cinq cent quarante-six mille neuf-cents quatre-vingt-dix Francs Suisses (CHF 147.546.990,00) à cent quarante-neuf millions quatre cent quarante-six mille neuf cent quatre-vingt-dix Francs Suisse (CHF 149.446.990,00), par l'émission d'un million neuf cent mille (1.900.000) nouvelles actions (les «Nouvelles Actions»), chacune ayant une valeur nominale d'un Franc Suisse (CHF 1,00) et ayant les mêmes droits et obligations tels que décrits dans les statuts de la Société, payées par un apport en nature consistant en l'apport d'une créance certaine, liquide et exigible détenue par l'Actionnaire Unique à l'encontre de la Société d'un montant total de cent quatre-vingt-onze millions de Francs Suisse (CHF 191.000.000,00) (l'«Apport»).

Les Nouvelles Actions sont entièrement souscrites par l'Actionnaire Unique et l'Apport d'un montant de cent quatre-vingt-onze millions de Francs Suisse (CHF 191.000.000,00) est alloué (i) au capital social de la Société pour un montant d'un million neuf cent mille Francs Suisse (CHF 1.900.000,00) et (ii) au compte de prime d'émission de la Société pour un montant de cent quatre-vingt-neuf millions cent mille Francs Suisse (CHF 189.100.000,00).

L'Apport ci-dessus a fait l'objet d'un rapport d'évaluation (le «Rapport») établi par Interaudit S.à r.l., réviseur d'entreprises, ayant son siège social au 37 rue des Scillas, L-2529 Howald, Luxembourg, daté du 29 octobre 2014, conformément à l'article 26-1 de la loi concernant les sociétés commerciales contenant la conclusion suivante:

Conclusion:

«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur globale de l'apport, qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie, et à la prime d'émission.»

Ce rapport sera annexé aux présentes pour être soumis avec elles aux formalités de l'enregistrement.

Deuxième résolution

A la suite de la résolution ci-dessus, l'article 5.1 des statuts de la Société est modifié et sera désormais rédigé comme suit:

« **5. Capital.** Le capital social souscrit est fixé à cent quarante-neuf millions quatre-cent quarante-six mille neuf cent quatre-vingt-dix Francs Suisse (CHF 149.446.990,00) divisé en cent quarante-neuf millions quatre-cent quarante-six mille neuf cent quatre-vingt-dix (149.446.990) actions nominatives, d'une valeur d'un Franc Suisse (CHF 1,00) chacune, entièrement libérées (à raison de 100%).»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, supportés par la Société à raison du présent acte, sont approximativement estimés à six mille cinq cents euros.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française;

sur demande des parties comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des parties comparantes, connue du notaire instrumentant par ses, nom, prénom usuel, état et demeure, la mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. HARROCH, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 28 avril 2015. Relation: EAC/2015/9633. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015071029/129.

(150080893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2015.

Matterhorn Telecom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 195.769.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third of April.

Before us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

“Matterhorn Telecom Holding S.A.”, a société anonyme, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 195.766,

here represented by Mrs Linda HARROCH, lawyer, with professional address in Howald, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 22 April 2015.

The said proxy, signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of “Matterhorn Telecom S.A.” (the “Company”), a société anonyme incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 195.769, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 25 March 2015, whose articles of association have been published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the “Mémorial C”) dated 8 April 2015, number 935, page 44855.

The appearing party (the “Sole Shareholder”) representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder decides to increase the Company's share capital by an amount of ten million seven hundred thousand Swiss Francs (CHF 10,700,000.00) so as to raise it from its present amount of forty thousand Swiss Francs (CHF 40,000.00) up to ten million seven hundred and forty thousand Swiss Francs (CHF 10,740,000.00), by the issue of ten million seven hundred thousand (10,700,000) new shares (the “New Shares”), having a nominal value of one Swiss Franc (CHF 1.00) and having the same rights and obligations as set out in the Company's articles of incorporation, to be paid up by a contribution in kind consisting in an unquestioned claim due for immediate payment held by the Sole Shareholder against the Company in the aggregate amount of one billion seventy-six million and five hundred thousand Swiss Francs (CHF 1,076,500,000.00) (the “Contribution”).

The New Shares are fully subscribed by the Sole Shareholder and the Contribution of one billion seventy-six million and five hundred thousand Swiss Francs (CHF 1,076,500,000.00) are allocated (i) to the Company's share capital for an amount of ten million seven hundred thousand Swiss Francs (CHF 10,700,000.00) and (ii) to the Company's share premium account for an amount of one billion sixty-five million and eight hundred thousand Swiss Francs (CHF 1,065,800,000.00).

A report, regarding the Contribution here above (the "Report") has been drawn up by "Interaudit S.à r.l.", a réviseur d'entreprises, having its registered office at 37, rue des Scillas, L-2529 Howald, Luxembourg, dated 29 October 2014, in accordance with Article 26-1 of the law on commercial companies, which contains the following conclusion:

Conclusion:

"Based on the verifications carried out as described above, we express no observation on the total value of the contribution, which corresponds at least to the number and nominal value of the shares to be issued as consideration, together with the share premium."

The Report will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Second resolution

The Sole Shareholder decides to restate article 5 of the Company's articles of incorporation, which shall be read as follows:

" **5. Capital.** The subscribed capital is set at ten million seven hundred and forty thousand Swiss Francs (CHF 10,740,000.00), divided into ten million seven hundred and forty thousand (10,740,000) registered shares with a par value of one Swiss Franc (CHF 1.00) each, fully paid up (by 100 %)."

Costs and Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the presently deed are estimated at approximately six thousand five hundred euro.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-trois avril.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire résidant à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

«Matterhorn Telecom Holding S.A.», une société anonyme constituée et régie selon les lois luxembourgeoises ayant son siège social au 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 195.766,

ici représentée par Madame Linda HARROCH, avocat, demeurant à Howald, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 22 avril 2015.

La procuration signée ne varietur par la mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte, pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'actionnaire unique de «Matterhorn Telecom S.A.» (ci-après la «Société»), une société anonyme constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 195.769, constituée suivant un acte du notaire soussigné en date du 25 mars 2015 et dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») en date du 8 avril 2015, numéro 935, page 44855.

Laquelle partie comparante (l'«Actionnaire Unique»), représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire Unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant de dix millions sept cent mille Francs Suisse (CHF 10.700.000,00), de façon à l'accroître de son montant actuel de quarante mille Francs Suisse (CHF 40.000,00) à dix millions sept cent quarante mille Francs Suisse (CHF 10.740.000,00), par l'émission de dix millions sept cent mille (10.700.000) nouvelles actions (les «Nouvelles Actions»), chacune ayant une valeur nominale d'un Franc Suisse (CHF 1,00) et ayant les mêmes droits et obligations tels que décrits dans les statuts de la Société, payées par un apport en nature consistant en l'apport d'une créance certaine, liquide et exigible détenue par l'Actionnaire Unique à l'encontre de la Société d'un montant total d'un milliard soixante-seize millions cinq cent mille Francs Suisse (CHF 1.076.500.000,00) (l'«Apport»).

Les Nouvelles Actions sont entièrement souscrites par l'Actionnaire Unique et l'Apport d'un montant d'un milliard soixante-seize millions cinq cent mille Francs Suisse (CHF 1.076.500.000,00) est alloué (i) au capital social de la Société

pour un montant de dix millions sept cent mille Francs Suisse (CHF 10.700.000,00) et (ii) au compte de prime d'émission de la Société pour un montant d'un milliard soixante-cinq millions huit cent mille Francs Suisse (CHF 1.065.800.000,00).

L'Apport ci-dessus a fait l'objet d'un rapport d'évaluation (le «Rapport») établi par Interaudit S.à r.l., réviseur d'entreprises, ayant son siège social au 37 rue des Scillas, L-2529 Howald, Luxembourg, daté du 29 octobre 2014, conformément à l'article 26-1 de la loi concernant les sociétés commerciales contenant la conclusion suivante:

Conclusion:

«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur globale de l'apport, qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie, et à la prime d'émission.»

Ce Rapport sera annexé aux présentes pour être soumis avec elles aux formalités de l'enregistrement.

Seconde résolution

A la suite de la résolution ci-dessus, l'article 5 des statuts de la Société est modifié et sera désormais rédigé comme suit:

« **5. Capital.** Le capital social souscrit est fixé à dix millions sept cent quarante mille Francs Suisse (CHF 10.740.000,00) divisé en dix millions sept cent quarante mille (10.740.000) actions nominatives, d'une valeur d'un Franc Suisse (CHF 1,00) chacune, entièrement libérées (à raison de 100%).»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, supportés par la Société à raison du présent acte, sont approximativement estimés à six mille cinq cents euros.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française;

sur demande des parties comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des parties comparantes, connue du notaire instrumentant par ses, nom, prénom usuel, état et demeure, la mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. HARROCH, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 28 avril 2015. Relation: EAC/2015/9637. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015071031/122.

(150080927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2015.

G.G.H. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8050 Bertrange, La Belle Etoile, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 55.446.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire du 9 mars 2015

1. Démission: L'Assemblée prend connaissance de la lettre de démission comme administrateur et administrateur-délégué de la BVBA COREMA, représentée par Monsieur Corneel de Mayer.

2. Nomination: L'Assemblée appelle aux fonctions d'administrateur la SPRL VICTORIA FINANCE dont le siège social est sis à 7181 Seneffe, rue de Saint-Ethon, 108, inscrite à la Banque Carrefour des entreprises sous le nr 0848.837.496, représentée par son gérant, Monsieur ROUSSEAU Vincent, domicilié à 7181 Seneffe, rue de Saint-Ethon, 108. Le mandat prendra fin après l'Assemblée Générale annuelle de 2015.

3. L'Assemblée appelle aux fonctions d'administrateur délégué la SPRL VICTORIA FINANCE qui accepte.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 20 mars 2015.

G.G.H. SA.

Signature

Référence de publication: 2015049170/19.

(150056822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Matterhorn Telecom Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 195.766.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third of April.

Before us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

“Matterhorn Mobile Holdings S.A.”, a société anonyme, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 165.831,

here represented by Mrs Linda HARROCH, lawyer, with professional address in Howald, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 23 April 2015.

The said proxy, signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of “Matterhorn Telecom Holding S.A.” (the “Company”), a société anonyme incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 195.766, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 25 March 2015, whose articles of association have been published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the “Mémorial C”) dated 8 April 2015, number 935, page 44865.

The appearing party (the “Sole Shareholder”) representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder decides to increase the Company’s share capital by an amount of eight million one hundred and fifty thousand Swiss Francs (CHF 8,150,000.00) so as to raise it from its present amount of fifty thousand Swiss Francs (CHF 50,000.00) up to eight million two hundred thousand Swiss Francs (CHF 8,200,000.00), by the issue of eight million one hundred and fifty thousand (8,150,000) new shares (the “New Shares”), having a nominal value of one Swiss Franc (CHF 1.00) and having the same rights and obligations as set out in the Company’s articles of incorporation, to be paid up by a contribution in kind consisting in an unquestioned claim due for immediate payment held by the Sole Shareholder against the Company for an aggregate amount of eight hundred and twenty-one million one hundred and thirty-one thousand four hundred and fifteen Swiss Francs and thirty-three cents (CHF 821,131,415.33) (the “Contribution”).

The New Shares are fully subscribed by the Sole Shareholder and the Contribution of eight hundred and twenty-one million one hundred and thirty-one thousand four hundred and fifteen Swiss Francs and thirty-three cents (CHF 821,131,415.33) are allocated (i) to the Company’s share capital for an amount of eight million one hundred and fifty thousand Swiss Francs (CHF 8,150,000.00) and (ii) to the Company’s share premium account for an amount of eight hundred and twelve million nine hundred and eighty-one thousand four hundred and fifteen Swiss Francs and thirty-three cents (CHF 812,981,415.33).

A report, regarding the Contribution here above (the “Report”) has been drawn up by “Interaudit S.à r.l.”, a réviseur d’entreprises, having its registered office at 37, rue des Scillas, L-2529 Howald, Luxembourg, dated 29 October 2014, in accordance with Article 26-1 of the law on commercial companies, which contains the following conclusion:

Conclusion:

“Based on the verifications carried out as described above, we express no observation on the total value of the contribution, which corresponds at least to the number and nominal value of the shares to be issued as consideration, together with the share premium.”

The Report will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Second resolution

The Sole Shareholder decides to restate article 5 of the Company’s articles of incorporation, which shall be read as follows:

“ **5. Capital.** The subscribed capital is set at eight million two hundred thousand Swiss Francs (CHF 8,200,000.00), divided into eight million two hundred thousand (8,200,000) registered shares with a par value of one Swiss Franc (CHF 1.00) each, fully paid up (by 100 %).”

Costs and Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the presently deed are estimated at approximately six thousand five hundred euro.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-trois avril.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire résidant à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

«Matterhorn Mobile Holdings S.A.», une société anonyme constituée et régie selon les lois luxembourgeoises ayant son siège social au 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 165.831,

ici représentée par Madame Linda HARROCH, avocat, demeurant à Howald, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 23 avril 2015.

La procuration signée ne varietur par la mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte, pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'actionnaire unique de «Matterhorn Telecom Holding S.A.» (ci-après la «Société»), une société anonyme constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 195.766, constituée suivant un acte du notaire soussigné en date du 25 mars 2015 et dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») en date du 8 avril 2015, numéro 935, page 44865.

Laquelle partie comparante (l'«Actionnaire Unique»), représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire Unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant de huit millions cent cinquante mille Francs Suisse (CHF 8.150.000,00), de façon à l'accroître de son montant actuel de cinquante mille Francs Suisse (CHF 50.000,00) à huit millions deux cent mille Francs Suisse (CHF 8.200.000,00), par l'émission de huit millions cent cinquante mille (8.150.000) nouvelles actions (les «Nouvelles Actions»), chacune ayant une valeur nominale d'un Franc Suisse (CHF 1,00) et ayant les mêmes droits et obligations tels que décrits dans les statuts de la Société, payées par un apport en nature consistant en l'apport d'une créance certaine, liquide et exigible détenue par l'Actionnaire Unique à l'encontre de la Société d'un montant total de huit cent vingt-et-un millions cent trente-et-un mille quatre cent quinze Francs Suisse et trente-trois cents (CHF 821.131.415,33) (l'«Apport»).

Les Nouvelles Actions sont entièrement souscrites par l'Actionnaire Unique et l'Apport d'un montant de huit cent vingt-et-un millions cent trente-et-un mille quatre cent quinze Francs Suisse et trente-trois cents (CHF 821.131.415,33) est alloué (i) au capital social de la Société pour un montant de huit millions cent cinquante mille Francs Suisse (CHF 8.150.000,00) et (ii) au compte de prime d'émission de la Société pour un montant de huit cent douze millions neuf cent quatre-vingt-un mille quatre cent quinze Francs Suisse et trente-trois cents (CHF 812.981.415,33).

L'Apport ci-dessus a fait l'objet d'un rapport d'évaluation (le «Rapport») établi par Interaudit S.à r.l., réviseur d'entreprises, ayant son siège social au 37 rue des Scillas, L-2529 Howald, Luxembourg, daté du 29 octobre 2014, conformément à l'article 26-1 de la loi concernant les sociétés commerciales contenant la conclusion suivante:

Conclusion:

«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur globale de l'apport, qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie, et à la prime d'émission.»

Ce Rapport sera annexé aux présentes pour être soumis avec elles aux formalités de l'enregistrement.

Seconde résolution

A la suite de la résolution ci-dessus, l'article 5.1 des statuts de la Société est modifié et sera désormais rédigé comme suit:

« **5. Capital.** Le capital social souscrit est fixé à [huit millions deux cent mille Francs Suisse (CHF 8.200.000,00) divisé en huit millions deux cent mille (8.200.000) actions nominatives, d'une valeur d'un Franc Suisse (CHF 1,00) chacune, entièrement libérées (à raison de 100%).»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, supportés par la Société à raison du présent acte, sont approximativement estimés à six mille cinq cents.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française;

sur demande des parties comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des parties comparantes, connue du notaire instrumentant par ses, nom, prénom usuel, état et demeure, la mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. HARROCH, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 28 avril 2015. Relation: EAC/2015/9639. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015071030/125.

(150080945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2015.

McLaren S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 169.878.

In the year two thousand and fifteen, on the seventh day of May.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of McLaren S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 169.878 (the Company).

The Company was incorporated on June 20, 2012 pursuant to a deed enacted by Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1923, page 92273, dated August 2, 2012. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed dated August 1, 2014 enacted by the undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3110, page 149258, dated October 25, 2014.

The Meeting is chaired by Maître Anne-Catherine Devaux, attorney-at-law, with professional address in Luxembourg (the Chairman).

The Chairman appoints as secretary, Mrs. Marilyn Krecké, private employee, with professional address in Luxembourg (the Secretary).

The Meeting elects as scrutineer, Mr. Liridon Elshani, private employee, with professional address in Luxembourg (the Scrutineer).

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to as the Bureau of the Meeting.

The Bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declares and request the notary to record that:

I. The shareholders of the Company (the Shareholders) present or represented at the Meeting and the number of shares they hold are shown on an attendance list, signed by the representative of the Shareholders, the members of the Bureau of the Meeting and the undersigned notary. The aforesaid list shall remain attached to the present minutes and registered therewith. The proxies given shall be initialled *ne varietur* by the members of the Bureau of the Meeting and by the notary and shall be attached in the same way to the present deed.

II. As it appears from the attendance list, the two million four hundred fifty-one thousand four hundred and forty-four (2,451,444) class A shares (subdivided into four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A1 shares, four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A2 shares, four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A3 shares, four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A4 shares, four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A5 shares and four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A6 shares) and the thirty-seven thousand eight hundred and thirty-six (37,836) class B shares (subdivided into six thousand three hundred and six (6,306) class B1 shares, six thousand three hundred and six (6,306) class B2 shares, six thousand three hundred and six (6,306) class B3 shares, six thousand three hundred and six (6,306) class B4 shares, six thousand three hundred and six (6,306) class B5 shares and six thousand three hundred and six (6,306) class B6 shares), having a par value of one pence (GBP 0.01.-) each,

representing the entire share capital of the Company of an amount of twenty-four thousand eight hundred and ninety-two British Pounds and eighty pence (GBP 24,892.80.-) are represented at the present Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda hereinafter reproduced without the need of prior convening notices.

III. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. waiver of the convening notices;

2. decrease of the subscribed share capital of the Company by an amount of one sixty-three British Pounds and six pence (GBP 63.06.-), in order to bring the said share capital from its current amount of twenty-four thousand eight hundred and ninety-two British Pounds and eighty pence (GBP 24,892.80.-), represented by two million four hundred fifty-one thousand four hundred and forty-four (2,451,444) class A shares (subdivided into four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A1 shares, four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A2 shares, four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A3 shares, four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A4 shares, four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A5 shares and four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A6 shares) and thirty-seven thousand eight hundred and thirty-six (37,836) class B shares (subdivided into six thousand three hundred and six (6,306) class B1 shares, six thousand three hundred and six (6,306) class B2 shares, six thousand three hundred and six (6,306) class B3 shares, six thousand three hundred and six (6,306) class B4 shares, six thousand three hundred and six (6,306) class B5 shares and six thousand three hundred and six (6,306) class B6 shares), having a par value of one pence (GBP 0.01.-) each, all subscribed and fully paid-up, to an amount of twenty-four thousand eight hundred and twenty-nine British Pounds and seventy-four pence (GBP 24,829.74.-), by way of the redemption and cancellation of six thousand three hundred and six (6,306) class B4 shares (including any share premium attached thereto), being the entirety of the class B4 shares of the Company, and reimbursement to the shareholders holding class B4 shares of the Company;

3. amendment to article 5.1 of the Articles;

4. amendment to the register of registered shares of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any director of the Company and any employee of Capita Asset Services, acting individually, to record on behalf of the Company the cancellation of the class B4 shares in the register of registered shares of the Company, as proposed above; and

5. miscellaneous.

Now, therefore, the Meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions which were taken unanimously after deliberation:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented, the Meeting resolves to waive the convening notices, the Shareholders considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to decrease the subscribed share capital of the Company by an amount of one sixty-three British Pounds and six pence (GBP 63.06.-), in order to bring the said share capital from its current amount of twenty-four thousand eight hundred and ninety-two British Pounds and eighty pence (GBP 24,892.80.-), represented by two million four hundred fifty-one thousand four hundred and forty-four (2,451,444) class A shares (subdivided into four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A1 shares, four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A2 shares, four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A3 shares, four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A4 shares, four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A5 shares and four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A6 shares) and thirty-seven thousand eight hundred and thirty-six (37,836) class B shares (subdivided into six thousand three hundred and six (6,306) class B1 shares, six thousand three hundred and six (6,306) class B2 shares, six thousand three hundred and six (6,306) class B3 shares, six thousand three hundred and six (6,306) class B4 shares, six thousand three hundred and six (6,306) class B5 shares and six thousand three hundred and six (6,306) class B6 shares), having a par value of one pence (GBP 0.01.-) each, all subscribed and fully paid-up, to an amount of twenty-four thousand eight hundred and twenty-nine British Pounds and seventy-four pence (GBP 24,829.74.-), by way of the redemption and cancellation of six thousand three hundred and six (6,306) class B4 shares (including any share premium attached thereto), being the entirety of the class B4 shares of the Company, with a reimbursement to the shareholders holding class B4 shares of the Company.

Any payment to the shareholders of the Company following the above capital reduction is subject to the conditions of article 69 of the law dated August 10, 1915, as amended, on commercial companies.

Third resolution

The Meeting resolves to amend article 5.1 of the Articles which will henceforth read as follows:

“ **Art. 5.1.1.** The Company’s share capital is set at twenty-four thousand eight hundred and twenty-nine British Pounds and seventy-four pence (GBP 24,829.74.-), represented by two million four hundred fifty-one thousand four hundred and forty-four (2,451,444) class A shares (subdivided into four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A1 shares, four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A2 shares, four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A3 shares, four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A4 shares, four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A5 shares and four hundred eight thousand five hundred and seventy-four (408,574) class A6 shares) with a par value of one Pence (GBP 0.01.-) each (“Class A Shares”) and thirty-one thousand five hundred and thirty (31,530) class B shares (subdivided into six thousand three hundred and six (6,306) class B1 shares, six thousand three hundred and six (6,306) class B2 shares, six thousand three hundred and six (6,306) class B3 shares, six thousand three hundred and six (6,306) class B5 shares and six thousand three hundred and six (6,306) class B6 shares) with a par value of one Pence (GBP 0.01.-) each (“Class B Shares”, and together with the Class A Shares the “Shares”).

5.1.2.1 Class A shares

5.1.2.1.1 The Class A shares are exclusively entitled to the assets (including the balance of all incomes, profits or other receipts paid or due in any other manner) in relation to McLaren Construction Limited, a company limited by shares, incorporated under the laws of England and Wales, with registered office at McLaren House, 100 Kings Road, Brentwood, Essex CM14 4EA, United Kingdom, registered with the Registrar of Companies for England and Wales under 04150081, to Verve Construction Limited, a company limited by shares, incorporated under the laws of England and Wales, with registered office at McLaren House, 100 Kings Road, Brentwood, Essex CM14 4EA, United Kingdom, registered with the Registrar of Companies for England and Wales under 05377750, to Celcool Limited, a company limited by shares, incorporated under the laws of England and Wales, with registered office at McLaren House, 100 Kings Road, Brentwood, Essex CM14 4EA, United Kingdom, registered with the Registrar of Companies for England and Wales under 06231324, and to McLaren Construction group plc, a company incorporated in England and Wales with company number 058384316, whose registered office is at McLaren House, 100 Kings Road, Brentwood, Essex CM14 4EA (other than in respect of the shares held by McLaren Construction Group plc in McLaren Property Limited, a company incorporated and existing under the laws England and Wales, with registered office at 7 Curzon Street, W1J 5HG London, registered with the Registrar of Companies for England and Wales under 07260814 and Maximilian Properties Limited, a company incorporated in England and Wales with company number 03345422 with a registered address of 23 Spring Street, London W2 1JA, and the respective assets, liabilities and shareholders’ equity of McLaren Property Limited and Maximilian Properties Limited, aforementioned, or any other shares or assets in respect of Class B1, B2, B3, B5 or B6 shares) (including capital gains, liquidation surplus and dividends distribution), minus the amount of the expenses, losses, taxes and other transfers of funds incurred by the Company and which can regularly and reasonably be attributed to the management and operation of the investment related to McLaren Construction Group plc (including fees, costs, corporate income tax on capital gain and expenses relating to dividend distribution).

5.1.2.1.2 All such incomes shall be allocated to a special Class A reserve until their distribution to the holders of Class A shares.

5.1.2.1.3 In the event any amounts cannot be attributed exclusively to the investments related to one or the other class of shares, they shall be allocated to all the sub-classes of the same class, pro rata to the aggregate nominal value of the shares.

5.1.2.1.4 The losses incurred by the Company in relation to one of its investments allocated to the Class A Shares as described here-above are subtracted from the amount attached to such Class A Shares, of such investment (whether profits, profits carried forward or the part representing the share capital). If the losses exceed the amount attached to such Class A Shares, this excess will be borne by the other class of shares as the case may be, pro rata of their participation in the share capital, including the share premium account attached to such class of shares, and in accordance with article 5.1.1 hereof. These provisions do not segregate the assets of the Company.

5.1.2.2 Class B shares

5.1.2.2.1 The Class B1 shares are exclusively entitled to the assets (including the balance of all incomes, profits or other receipts paid or due in any other manner) in relation to Maximilian Properties Limited, aforementioned.

The Class B2 shares are exclusively entitled to the assets (including the balance of all incomes, profits or other receipts paid or due in any other manner) in relation to McLaren Cambridge Limited, a company registered in the Isle of Man with company number 006141V with a registered address of Skanco Court, Cooil Road, Bradden, Isle of Man IM2 2SR.

The Class B3 shares are exclusively entitled to the assets (including the balance of all incomes, profits or other receipts paid or due in any other manner) in relation to Bridleway Limited, a company registered in the Isle of Man with company number 006777V with a registered address of Skanco Court, Cooil Road, Bradden, Isle of Man IM2 2SR and all of the assets and liabilities of that company.

The Class B5 and B6 Shares shall be entitled to the remaining assets (including the balance of all incomes, profits or other receipts paid or due in any other manner) in relation to McLaren Property Limited and McLaren Property Holdings B.V. (other than the assets in relation to those matters set out in Class B1, B2 and/or B3 above).

5.1.2.2.2 A special reserve shall be attached to each sub-class B shares. All such incomes shall be respectively allocated to the special reserve attached to sub-class B shares until their distribution to the holders of the relevant sub-class B shares.

The losses incurred by a sub-class of the Class B shares and which exceed the share capital, the share premium and the reserves attached to such sub-class shall be equally borne by the other sub-classes of the Class B shares.”

Fourth resolution

The Meeting resolves to amend the register of registered shares of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorizes any director of the Company and any employee of Capita Asset Services, acting individually, to record on behalf of the Company the cancellation of the class B4 shares in the register of registered shares of the Company.

There being no further business, the Meeting is closed.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

Declaration

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing parties, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le septième jour du mois de mai.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de McLaren S.A., une société anonyme constituée et organisée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 169.878 (la Société).

La Société a été constituée le 20 juin 2012 suivant un acte de Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1923, page 92273, daté du 2 août 2012. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte du 1^{er} août 2014 du notaire instrumentant, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3110, page 149258, daté du 25 octobre 2014.

L'Assemblée est présidée par Maître Anne-Catherine Devaux, Avocat à la Cour, avec adresse professionnelle à Luxembourg (le Président).

Le Président nomme comme secrétaire Madame Marilyn Krecké employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg (le Secrétaire).

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Liridon ELSHANI, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg (le Scrutateur).

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur composent ensemble le Bureau de l'Assemblée.

Le Bureau de l'Assemblée ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire d'acter que:

I. Les actionnaires de la Société (les Actionnaires) présents ou représentés à l'Assemblée et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, signée par le représentant des Actionnaires, les membres du Bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant. Cette liste de présence restera annexée au présent acte et sera enregistrée avec celui-ci. Les procurations données seront paraphées et paraphées par les membres du Bureau de l'Assemblée et par le notaire et seront annexées de la même façon au présent acte.

II. Tel qu'il ressort de la liste de présence, les deux millions quatre cent cinquante et un mille quatre cent quarante-quatre (2.451.444) actions de classe A (subdivisées en quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A1, quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A2, quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A3, quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A4, quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A5 et quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A6) et les trente-sept mille huit cent trente-six (37.836) actions de classe B (subdivisées en six mille trois cent six (6.306) actions de classe B1, six mille trois cent six (6.306) actions de classe B2, six mille trois cent six (6.306) actions de classe B3, six mille trois cent six (6.306) actions de classe B4, six mille trois cent six (6.306) actions de classe B5 et six mille trois cent six (6.306) actions de classe B6), ayant une

valeur nominale d'un Pence (GBP 0,01.-) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société d'un montant de vingt-quatre mille huit cent quatre-vingt-douze Livres Sterling et quatre-vingt Pence (GBP 24.892,80.-) sont représentées à la présente Assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut statuer sur les points à l'ordre du jour reproduits ci-après sans convocation préalable.

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. renonciation aux formalités de convocation;

2. réduction du capital social souscrit de la Société d'un montant de soixante-trois Livres Sterling et six Pence (GBP 63,06.-), afin de le porter de son montant actuel de vingt-quatre mille huit cent quatre-vingt-douze Livres Sterling et quatre-vingt Pence (GBP 24.892,80.-), représenté par deux millions quatre cent cinquante et un mille quatre cent quarante-quatre (2.451.444) actions de classe A (subdivisées en quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A1, quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A2, quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A3, quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A4, quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A5 et quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A6) et trente-sept mille huit cent trente-six (37.836) actions de classe B (subdivisées en six mille trois cent six (6.306) actions de classe B1, six mille trois cent six (6.306) actions de classe B2, six mille trois cent six (6.306) actions de classe B3, six mille trois cent six (6.306) actions de classe B4, six mille trois cent six (6.306) actions de classe B5 et six mille trois cent six (6.306) actions de classe B6), ayant une valeur nominale d'un Pence (GBP 0,01.-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées, à un montant de vingt-quatre mille huit cent vingt-neuf Livres Sterling et soixante-quatorze Pence (GBP 24.829,74.-), par le rachat et l'annulation de six mille trois cent six (6.306) actions de classe B4 (en ce compris toute prime d'émission y attachée), représentant la totalité des actions de classe B4 de la Société, et remboursement aux actionnaires détenant des actions de classe B4 de la Société;

3. modification de l'article 5.1 des Statuts;

4. modification du registre des actionnaires de la Société, afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout administrateur de la Société et tout employé de Capita Asset Services, agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'annulation des actions de classe B4 dans le registre des actionnaires de la Société, telle que proposée ci-dessus; et

5. divers.

Sur ce, l'Assemblée a prié le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes qui ont été prises à l'unanimité après délibération:

Première résolution

La totalité du capital social de la Société étant représentée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les Actionnaires se considérant eux-mêmes comme ayant été dûment convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de réduire le capital social souscrit de la Société d'un montant de soixante-trois Livres Sterling et six Pence (GBP 63,06.-), afin de le porter de son montant actuel de vingt-quatre mille huit cent quatre-vingt-douze Livres Sterling et quatre-vingt Pence (GBP 24.892,80.-), représenté par deux millions quatre cent cinquante et un mille quatre cent quarante-quatre (2.451.444) actions de classe A (subdivisées en quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A1, quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A2, quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A3, quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A4, quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A5 et quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A6) et trente-sept mille huit cent trente-six (37.836) actions de classe B (subdivisées en six mille trois cent six (6.306) actions de classe B1, six mille trois cent six (6.306) actions de classe B2, six mille trois cent six (6.306) actions de classe B3, six mille trois cent six (6.306) actions de classe B4, six mille trois cent six (6.306) actions de classe B5 et six mille trois cent six (6.306) actions de classe B6), ayant une valeur nominale d'un Pence (GBP 0,01.-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées, à un montant de vingt-quatre mille huit cent vingt-neuf Livres Sterling et soixante-quatorze Pence (GBP 24.829,74.-), par le rachat et l'annulation de six mille trois cent six (6.306) actions de classe B4 (en ce compris toute prime d'émission y attachée), représentant la totalité des actions de classe B4 de la Société, avec remboursement aux actionnaires détenant des actions de classe B4 de la Société.

Tout paiement aux actionnaires de la Société suite à la réduction du capital social ci-dessus est sujette aux conditions de l'article 69 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 5.1 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.1.1.** Le capital social s'élève à vingt-quatre mille huit cent vingt-neuf Livres Sterling et soixante-quatorze Pence (GBP 24.829,74.-), représentées par deux millions quatre cent cinquante et un mille quatre cent quarante-quatre (2.451.444) actions de classe A (subdivisées en quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de

classe A1, quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A2, quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A3, quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A4, quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A5 et quatre cent huit mille cinq cent soixante-quatorze (408.574) actions de classe A6) ayant une valeur nominale de un Pence (0,01.- GBP) chacune ("Actions de Classe A") et trente et un mille cinq cent trente (31.530) actions de classe B (subdivisées en six mille trois cent six (6.306) actions de classe B1, six mille trois cent six (6.306) actions de classe B2, six mille trois cent six (6.306) actions de classe B3, six mille trois cent six (6.306) actions de classe B5 et six mille trois cent six (6.306) actions de classe B6) ayant une valeur nominale de un Pence (0,01.- GBP) chacune ("Actions de Classe B" et ensemble avec les Actions de Classe A, les "Actions").

5.1.2.1 Les Actions de Classe A

5.1.2.1.1 Les Actions de Classe A sont exclusivement rattachées aux actifs (incluant le bilan de tous revenus, profits ou autres recettes payées ou dues de toute autre manière) relatifs à McLaren Construction Limited, une société limitée par actions, constituée selon les lois d'Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social à McLaren House, 100 Kings Road, Brentwood, Essex CM14 4EA, Royaume-Uni, immatriculée au registre des sociétés pour l'Angleterre et le Pays de Galles sous le numéro 04150081, relatif à Verve Construction Limited, une société limitée par actions, constituée selon les lois d'Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social à McLaren House, 100 Kings Road, Brentwood, Essex CM14 4EA, Royaume-Uni, immatriculée au registre des sociétés pour l'Angleterre et le Pays de Galles sous le numéro 05377750, Celcool Limited, une société limitée par actions, constituée selon les lois d'Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social à McLaren House, 100 Kings Road, Brentwood, Essex CM14 4EA, Royaume-Uni, immatriculée au registre des sociétés pour l'Angleterre et le Pays de Galles sous le numéro 06231324, et McLaren Construction Group plc, immatriculée au registre des sociétés pour l'Angleterre et le Pays de Galles sous le numéro 058384316, ayant son siège social à McLaren House, 100 Kings Road, Brentwood, Essex CM14 4EA, Royaume-Uni (autres que les actions détenues par McLaren Construction Group plc dans McLaren Property Limited et Maximilian Properties Limited ainsi que les actifs, responsabilités et actions dans McLaren Property Limited et Maximilian Properties Limited ou tout autre actif ou action en relation avec les actions de classe B1, B2, B3, B5 et B6) (y inclus la plus-value, le boni de liquidation et les distributions de dividendes), diminués du montant des charges, pertes, taxes et autres transferts de fonds encourus par la Société et qui peuvent régulièrement et raisonnablement être attribués à la gestion ou à la réalisation d'investissements en relation avec McLaren Construction Group plc (y inclus les coûts, les intérêts, l'impôt sur le revenu des sociétés sur la plus-value et les charges relatives à la distribution de dividendes).

5.1.2.1.2 Tous ces revenus doivent être alloués à une réserve spéciale de classe A jusqu'à leur distribution aux titulaires d'Actions de Classe A.

5.1.2.1.3 Au cas où aucun des montants ne peut être exclusivement attribué à un investissement relié à une ou plusieurs classes d'actions, ils devront être attribués à toutes les sous-classes d'une même classe d'actions au pro rata de la valeur nominale totale des actions.

5.1.2.1.4 Les pertes subies par la Société en rapport avec l'un de ses investissements attribués aux actions de classe A tel que définis ci-dessus sont soustraites du montant attaché à ces Actions de Classe A d'un tel investissement (qu'il s'agisse de profits, de profits reportés ou de la part représentant le capital social). Si les pertes excèdent le montant attaché aux Actions de Classe A, l'excès sera supporté par les autres classes d'actions le cas échéant, au pro rata de leur participation au capital social, y inclus le compte de prime d'émission attaché à ces classes d'actions, et conformément à l'article 5.1.1 précité. Ces dispositions ne divisent pas l'actif de la Société.

5.1.2.2 Actions de Classe B

5.1.2.2.1 Les Actions de Classe B1 sont exclusivement attachées à l'actif (y inclus le bilan de tous revenus, profits et autres recettes payées ou dues de toute autre manière) relatif à Maximilian Properties Limited, une société constituée selon les lois de l'Angleterre et du Pays de Galles sous le numéro 03345422 ayant son siège social au 23 Spring Street, London W2 1JA.

Les Actions de Classe B2 sont exclusivement attachées à l'actif (y inclus le bilan de tous revenus, profits et autres recettes payées ou dues de toute autre manière) relatif à McLaren Cambridge Limited, une société constituée selon les lois de l'Île de Man sous le numéro 006141V ayant son siège social à Skanco Court, Cooil Road, Bradden, Isle of Man IM2 2SR.

Les Actions de Classe B3 sont exclusivement attachées à l'actif (y inclus le bilan de tous revenus, profits et autres recettes payées ou dues de toute autre manière) relatif à Bridleway Limited, une société constituée selon les lois de l'Île de Man sous le numéro 006777V ayant son siège social à Skanco Court, Cooil Road, Bradden, Isle of Man IM2 2SR ainsi que tous les actifs et passifs de cette société.

Les Actions de Classe B5 et B6 devront être rattachées aux actifs restants (y inclus le bilan de tous revenus, profits et autres recettes payées ou dues de toute autre manière) relatif à McLaren Property Limited et McLaren Property Holdings B.V. (autres que les actifs relatifs aux affaires définies dans les Classes B1, B2 et/ou B3 précités).

5.1.2.2.2 Une réserve spéciale devra être rattachée à chaque sous-classe d'Actions B. Tous ces revenus devront être respectivement attribués à une réserve spéciale attachée aux sous-classes d'actions B jusqu'à leur distribution aux titulaires des sous-classes correspondantes.

Les pertes subies par une sous-classe d'Actions de Classe B et qui excède le capital social, la prime d'émission et les réserves rattachées à chaque sous-classe devront être supportées par les autres sous-classes des Actions de Classe B.»

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des actionnaires de la Société, afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus et autorise et habilite tout administrateur de la Société et tout employé de Capita Asset Services, agissant individuellement, à procéder pour le compte de la Société à l'annulation des actions de classe B4 dans le registre des actionnaires de la Société.

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée est levée.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges, de quelque nature que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, rédigé et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture faite au représentant des parties comparantes, ce dernier a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: A.-C. Devaux, M. Krecké, L.Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 08 mai 2015. 2LAC/2015/10127. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2015.

Référence de publication: 2015071783/353.

(150081803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2015.

McLaren S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 169.878.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2015.

Référence de publication: 2015071782/10.

(150081802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2015.

Selector Management Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 83.306.

EXTRAIT

Le Conseil d'Administration a pris la décision de transférer le siège social du fonds à l'adresse suivante:

106, route d'Arlon

L-8210 Mamer

Grand-Duché de Luxembourg

Ce transfert prend effet au 1^{er} janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le 31 mars 2015.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015049504/17.

(150057005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Toro Capital I, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 143.280.

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth of the month of April,
Before Us Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of shareholders ("Shareholders") of TORO CAPITAL I (hereafter referred to as the "Fund"), a société en commandite par actions sous la forme d'une société d'investissement à capital variable having its registered office in L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen (R.C.S. Luxembourg B 143 280) incorporated pursuant to a notarial deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, on 24 November 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), of 15 December 2008, number 2957.

The articles of incorporation have been amended by deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, on 19 December 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), of 10 February 2009, number 290.

The Meeting was presided by Mr Cheikh Ndiaye, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mrs Caroline Balme, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mrs An Decuyper, employee of the registrar Kredietrust Luxembourg S.A, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the Meeting is the following:

"To dissolve and put into liquidation the Fund as from 30 April 2015; appoint the General Partner, represented by the members of the board of managers of the General Partner, as liquidator and determine its powers and potential remuneration; and give power to the liquidator to realise the remainder of the assets to pay all liabilities, to contribute such portion of the Fund's net assets in specie to Toro Limited, a Guernsey company (incorporated as a non-cellular company limited by shares with registered number 59940) which will seek admission to be listed on the Specialist Fund Market of the London Stock Exchange, in consideration for the issue of new shares by the latter to be received by the Shareholders (on the instructions of the liquidator) as payment in kind of liquidation proceeds, that need not be realised, or as the case may be, to proceed to the payment in kind of the liquidation proceeds, it being understood that Shareholders who vote against this resolution shall receive payment of the liquidation proceeds to which they are entitled in cash."

II. All the shares being registered shares, the Meeting was duly convened by notices containing the agenda sent on 27 March 2015 to all the Shareholders by registered mail.

III. The Shareholders present or represented, and the number of their shares are shown on an attendance list; that attendance list, after having been signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary, will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented Shareholders initialled by the appearing parties will also remain annexed to this deed.

IV. The resolution on the agenda requires a quorum of 50% of the capital of the Fund and that the resolution on the agenda of this Meeting may only be validly taken if approved by two thirds of the votes cast at the Meeting.

V. It appears from the attendance list that eight hundred seventy-three thousand one hundred thirty-two (873,132) shares out of the nine hundred and thirty-eight thousand four hundred and seventy-nine (938,479) shares in issue, representing approximately ninety-five point thirty-six (95.36%) of the capital of the Fund, are present or represented at the Meeting.

VI. As a result of the foregoing, the Meeting is regularly constituted and may validly decide on the items of the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, takes the following sole resolution:

The Meeting by all votes in favour, no vote against and no abstention decides to:

- dissolve and put into liquidation the Fund as from 30 April 2015;
- appoint as liquidator: Toro, société à responsabilité limitée having its registered office at 2 Boulevard de la Foire, L-1528, Luxembourg, represented by the members of its board of managers (the "Liquidator");
- further decides the following:

The Liquidator is granted the most general powers provided for by articles 144 to 148bis of the amended law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Law"). The Liquidator will be entitled to take all action provided by article 145 of the Law without authorisation of the general meeting of Shareholders in the situations where this authorisation would be required.

The Liquidator is entitled to relieve the registrar of the office of mortgages of the charge to register liens and preferential rights; renounce all rights in rem, preferential rights, privileges, mortgages and cancellation clauses, consent release

and clearance, with or without payment, of all preferential rights and mortgages, transcriptions, attachments, seizures or other encumbrances.

The Liquidator is not required to draw up any inventory and may rely on the accounts of the Fund.

The Liquidator is authorised, under his responsibility, to delegate, with regard to special and determined operations, to one or more proxyholders, such part of his authorities and for such duration as he may determine.

The Liquidator shall be entitled to remuneration in accordance with market practice applicable to services rendered by chartered accountants; and

- give power to the Liquidator to realise the remainder of the assets to pay all liabilities, to contribute such portion of the Fund's net assets in specie to Toro Limited (a Guernsey company incorporated as a non-cellular company limited by shares with registered number 59940, which will seek admission to be listed on the Specialist Fund Market of the London Stock Exchange), in consideration for the issue of new shares by the latter to be received by the Shareholders (on the instructions of the liquidator) as payment in kind of liquidation proceeds, that need not be realised, it being understood that Shareholders who vote against this resolution shall receive payment of the liquidation proceeds to which they are entitled in cash, as further described in the convening notice sent to the Shareholders on 27 March 2015.

There being no further business on the agenda, the Meeting is thereupon closed.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary, by his surname, name, civil status and residence, the said person appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English only, in accordance with article 26 of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended.

Signé: C. NDIAYE, C. BALME, A. DECUYPER, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 6 mai 2015. Relation: EAC/2015/10233. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015071282/83.

(150080762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2015.

Melga Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 176.391.

L'année deux mille quinze, le cinq mai.

Par-devant le soussigné Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,

A eu lieu une assemblée générale extraordinaire des associés (l'«Assemblée») de «Melga Finance S.à r.l.», une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 6 Rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales nominatives, d'une valeur nominale d'un Euro chacune (EUR 1), chacune numérotée dans l'ordre de un (1) à douze mille cinq cents (12.500) et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 176391 (la «Société»), constituée suivant acte du Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement du son collègue empêché Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, le 25 mars 2013, publiée au journal officiel «Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations» le 30 mai 2013, numéro 1282.

ONT COMPARU:

- Monsieur Miguel Capo Mateu, né le 26 janvier 1931 à Barcelone, Espagne, demeurant à Carretera de les Boigues, s/n Xalet Pastoror AD-400 L'Aldosa, La Massana, Andorre;

ici représenté par Peggy Simon, employée, résidant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

- Monsieur Jorge Capo Salvans, né le 8 février 1961 à Barcelone, demeurant au calle Emancipació, number 25-27, 1st door, 1st floor, Barcelone, Espagne (ensemble avec Monsieur Miguel Capo Mateu, les «Associés»),

ici représenté par Peggy Simon, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire agissant pour le compte des parties comparantes et par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Les Associés, représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire d'acter que:

I. Tous les Associés sont présents ou représentés et les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, représentant l'entière du capital social de la Société, sont dûment représentées à cette Assemblée et se considèrent comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée; et

II. La présente Assemblée est dûment constituée et peut donc valablement se tenir sans convocation préalable et délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Transfert du siège social, du principal établissement, de l'administration centrale et du lieu de gestion effective de la Société (la «Migration») du 6 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg à la rue Roger de Flor, 124 2° A, 08013, Barcelone, Espagne, renonciation subséquente de la Société à la nationalité luxembourgeoise et adoption de la nationalité espagnole par la Société et confirmation que l'ensemble des actifs et passifs de la Société resteront, suite à la Migration, la propriété de la Société, sans discontinuité ni restrictions;

2. Changement du nom de la Société de «Melga Finance S.à r.l.» à «Melga Finance, S.L.» et refonte complète des statuts de la Société afin de se conformer à la législation espagnole et approbation des nouveaux statuts;

3. Approbation de la situation comptable de la Société qui constitueront le bilan d'ouverture de la Société de nationalité espagnole (les «Comptes de Migration»);

4. Décharge pour l'exécution de son mandat (quitus);

5. Délégation de pouvoirs pour représenter la société en Espagne devant toutes les autorités correspondantes et faire tout ce qui est nécessaire, exigible ou utile en Espagne en relation avec notamment les procédures administratives, fiscales ou autres, pour la réalisation de la Migration;

6. Condition suspensive; et

7. Divers.

Après avoir dûment considéré chaque élément de l'ordre du jour, l'Assemblée prie le notaire instrumentant de prendre acte des décisions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide d'approuver le transfert du siège social, du principal établissement, de l'administration centrale et du lieu de gestion effective de la Société (la «Migration») du 6 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg à la rue Roger de Flor, 124, 2° A, 08013 Barcelone (Espagne), avec effet à compter de ce jour.

En conséquence de la Migration, la Société adopte la nationalité espagnole et sera dorénavant soumise à la législation espagnole. La Société renonce derechef à la nationalité luxembourgeoise. Le changement de nationalité et la migration s'effectueront sans interruption de la personnalité morale de la Société.

La motivation et les raisons de la Migration de la Société du Luxembourg vers l'Espagne sont les suivantes:

Centraliser en territoire espagnol la gestion de la totalité de parts sociales, éliminer inefficiences propres d'une structure composée de parts sociales, en différentes juridictions, maintenir une organisation fonctionnelle unifiée et plus solide, ainsi que simplifier une éventuelle succession à l'administration commerciale et à la titularité de parts sociales.

L'Assemblée décide que ce transfert se fait avec l'ensemble des actifs et passifs de la Société, sans restrictions ni exceptions, sans dissolution, liquidation préalable ou discontinuité de la Société, qui continuera d'exister sous la nationalité espagnole.

L'Assemblée décide que la Société continuera comme "sociedad de responsabilidad limitada" en Espagne dans le cadre du régime fiscal spécial de la "SOCIEDAD DE EMPRESA FAMILIAR". À cet égard, la Société sera régie par la loi espagnole et, particulièrement, par le Décret royal législatif 1/2010 du 2 Juillet 2010, approuvant le texte révisé de la Loi sur les corporations.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier le nom de la société de «Melga Finance, S.à r.l.» à «Melga Finance, S.L.». À cet égard, une certification négative du nouveau nom délivrée par le Registre Central de Commerce de Madrid est jointe comme Annexe 1. La Société sera finalement inscrite par le Registre de Commerce de Barcelone, suite à l'approbation de la Migration décidée dans la Première Résolution ci-dessus.

De façon concomitante, en raison de la Migration de la Société, l'Assemblée décide de modifier les statuts de la Société pour se conformer à la législation espagnole.

Une copie des nouveaux statuts sont annexés au présent acte comme Annexe 2 et seront enregistrés avec l'acte.

Troisième résolution

L'Assemblée décide, après présentation des Comptes de Migration datés du 30 avril 2015, d'approuver ces comptes qui constitueront le bilan d'ouverture de la Société de nationalité espagnole. Dans ce cadre, l'Assemblée, informée par le gérant unique, reconnaît que le capital social est totalement souscrit, que les capitaux propres se montent à cette date à un montant EUR 12.972.304,72 et que la société n'a pas émis d'obligation de quelque nature que ce soit.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'accorder pleine et entière décharge (quitus) à Monsieur Jorge Capo Salvans pour l'exécution de son mandat de gérant jusqu'à la date de la présente.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de donner tout pouvoir à Monsieur Jorge Capó Salvans, précité, qui sera en fonction jusqu'à la délivrance du Certificat de Continuation par le Registre de Commerce de Barcelone, pour faire tout ce qui est nécessaire, exigible ou utile avec ce qui précède, notamment en relation avec toutes les procédures administratives, fiscales ou d'autres à effectuer en Espagne pour l'achèvement de la Migration.

Sixième résolution

L'Assemblée décide que la Société sera inscrite au Registre de Commerce de Barcelone. Une confirmation officielle de cette inscription sera envoyée à l'attention du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et, le cas échéant, du notaire.

Sous réserve de l'exécution de toutes les résolutions ci-dessus et l'inscription de la Société au Registre de Commerce de Barcelone, le transfert de la Société du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg au Registre de Commerce de Barcelone sera effectué.

EN FOI DE QUOI, l'acte notarié a été dressé à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, le jour indiqué au début de ce document.

Le document ayant été lu à la mandataire des parties comparantes, connue par le notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle signe avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 06 mai 2015. Relation: GAC/2015/3885. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 11 mai 2015.

Référence de publication: 2015071785/109.

(150081379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2015.

A.R.T. - Absolute Return Target Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 79.444.

In the year two thousand and fifteen, on the twentieth day of March.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held:

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of A.R.T. - Absolute Return Target Fund (hereafter referred to as the "Company"), a société d'investissement à capital variable having its registered office in L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais (R.C.S. Luxembourg B 79.444), incorporated pursuant to a deed dated 20 December 2000, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 62 of 29 January 2001. The Company's articles of incorporation were last amended by a deed of Maître Hellinckx, notary residing in Luxembourg on 2 December 2003, published in the Mémorial C number 1357 of 20 December 2003.

The Meeting was opened by Me Jean-Baptiste Juvénat, lawyer, professionally residing in Luxembourg, as chairman of the Meeting (the "Chairman").

The Chairman appointed as secretary Ms Nathalie Schroeder, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mr Matthieu Keller, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the Meeting (hereafter referred to as the "Bureau") having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda:

Conversion of the Company with effect as from the date of the Meeting from an undertaking for collective investment within the meaning of article 87 of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment into a specialised investment fund subject to the amended law of 13 February 2007 on specialised investment funds and to the law of 13 July 2013 on alternative investment fund managers and full restatement of the Articles, so that the new corporate purpose of the Company shall read as follows:

"The exclusive purpose of the Company is to place directly or indirectly the funds available to it in securities of all types and other permitted assets, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio. The Company may also invest the funds available to it in undertakings for collective investment, cash, cash equivalents and any other assets permitted by law and consistent with such purpose.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as may be amended from time to time (the “Law of 2007”) and may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted by the Law of 2007.”

II. That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders present, the proxyholders of the represented shareholders and by the members of the Bureau, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. That all the shares outstanding are registered shares and that the shareholders have been informed of the present Meeting by a convening notice sent by registered mail on 4 March 2015.

IV. It appears from the attendance list that, out of the 76,710.796 shares in issue, 70,896 shares are represented at the Meeting.

V. As a result of the foregoing, the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the items on the agenda.

VI. After deliberation, the Meeting resolves as follows:

Sole resolution

The Meeting, with 63,490 votes in favour, no vote against and 7,406 abstentions, decides to fully restate the Articles of Incorporation as follows:

Title I. Name - Registered Office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company (“société anonyme”) qualifying as an investment company with variable share capital (“société d’investissement à capital variable”) under the name of A.R.T. - ABSOLUTE RETURN TARGET FUND (hereinafter the “Company”).

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

If and to the extent permitted by law, the registered office of the Company may be transferred within the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the Board of Directors (hereafter the “Board”).

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by a decision of the Board.

In the event that the Board determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation as prescribed in Article 32 hereof.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to place directly or indirectly the funds available to it in securities of all types and other permitted assets, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio. The Company may also invest the funds available to it in undertakings for collective investment, cash, cash equivalents and any other assets permitted by law and consistent with such purpose.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as may be amended from time to time (the “Law of 2007”) and may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted by the Law of 2007.

Title II. Share Capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital - Sub-Funds and Classes of Shares. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 11 hereof. The minimum capital shall be the equivalent in USD of Euro one million two hundred and fifty thousand (EUR 1,250,000.-). The Board may, at any time, as it deems appropriate, decide to create one or more compartments or sub-funds within the meaning of article 71(1) of the Law of 2007 (each such compartment or sub-fund, a “Sub-Fund”). The shares to be issued in a Sub-Fund pursuant to Article 7 may, as the Board shall determine, be of one or more different classes (each such class, a “Class”), the features, terms and conditions of which shall be established by the Board. The proceeds from the issuance of shares of any Class shall be invested pursuant to Article 4 hereof in different types of securities corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity of debt securities, as the Board shall from time to time determine in respect of each Sub-Fund. The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the share-

holders of the corresponding Sub-Fund and the assets of a specific Sub-Fund are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Sub-Fund. For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class of shares shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes of shares.

Art. 6. Form of Shares. (1) The shares of each Sub-Fund shall be issued in registered form, unless the Board specifically decides to issue certain shares in bearer form on such terms and conditions as the Board shall prescribe.

(2) All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by him and the amount paid up on each share.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership of such registered shares. The Company will only issue confirmation of the registration.

(3) If the Board decides to issue bearer shares, bearer share certificates will be issued in such denominations as the Board shall prescribe and shall provide on their face that they may not be transferred to any person, resident, citizen of the United States of America or entity organised by or for a U.S. Person (as defined in Article 10).

Bearer shares may not be converted into registered shares and registered shares may not be converted into bearer shares.

(4) Before shares are issued in bearer form, the Company may require assurances satisfactory to the Board that such issuance shall not result in such shares being held by a U.S. Person.

(5) The share certificates shall carry the signatures of the Company and the Registrar and Transfer Agent. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorised thereto by the Board; in the latter case, it shall be manual.

(6) If bearer shares are issued, transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the relevant share certificates. Transfer of registered shares shall be effected by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefor. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors of the Company or by one or more persons duly authorised thereto by the Board.

(7) Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(8) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been lost, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. Upon the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge the shareholders the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

(9) The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s). Unless the Board decides otherwise, the person entitled to exercise such rights shall be the person whose name appears first on the subscription form, or, in the case of bearer shares, the person who is in possession of the relevant share certificate.

(10) Registered shares may be issued in fractions up to five decimal places. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of shares on a pro rata basis. No bearer shares may be issued in fractions.

Art. 7. Issuance of Shares. The Board is authorised without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares of one or more Classes at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The Board may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any Sub-Fund; the Board may, in particular, decide that shares of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents for the shares.

Furthermore, the Board may temporarily discontinue or finally suspend the issuance of shares in any given Sub-Fund and without any prior notice to shareholders, if the Board determines that this is in the best interest of the relevant Sub-Fund and the existing shareholders.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be the net asset value per share of the relevant Class as determined in compliance with Article 11 as of such Valuation Day (as defined in Article 13) as is determined in accordance with such policy as the Board may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issuance and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Board. The purchase price of the shares subscribed shall be payable within the time limit as determined from time to time by the Board which shall not be later than five business days from the relevant Valuation Day.

Shares may only be subscribed by well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of the Law of 2007 (“Well-Informed Investors”).

The Board may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities or other assets which could be acquired by the relevant Sub-Fund pursuant to its investment policy and restrictions, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from an approved statutory auditor (“réviseur d’entreprises agréé”).

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the Board in the sales documents for the shares and within the limits provided by law and these Articles.

The redemption price will be paid within 45 calendar days after the net asset value as at the relevant redemption day has been calculated and is available provided that the share certificates, if any, and the redemption documents have been received by the Company, notwithstanding the provisions of Article 13. If the value of a shareholder’s holding on the relevant Valuation Day is less than the fixed USD amount or amount in other currencies which the shareholder has applied to redeem, the shareholder will be deemed to have requested the redemption of all of his shares. Any request for redemption shall be irrevocable and may not be withdrawn by any shareholder in any circumstances, except in the event of a suspension of the determination of the net asset value of the relevant Sub-Fund or Class. In the event of such a suspension, the shareholders of the relevant Sub-Fund or Class, who have made an application for redemption of their shares, may give written notice to the Company that they wish to withdraw their application. In the event of a suspension, the Company will proceed to redeem the relevant shares on the first applicable Valuation Day following the end of the period of suspension.

The redemption price shall be equal to the net asset value per share of the relevant Class determined in respect of the applicable Valuation Day, less such charges and commissions (if any) at the rate provided for by the sales documents for the shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit as the Board shall determine.

In exceptional circumstances, the Board may request shareholders to accept a redemption in kind (i.e., receive a portfolio of investments from the Class of equivalent value to the appropriate cash redemption payment). In such case, the shareholder will have the right to require payment in the reference currency of the applicable Sub-Fund. The redemption in kind, if accepted by the shareholder, shall be effected in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from an approved statutory auditor (“réviseur d’entreprises agréé”).

If as a result of any request for redemption, the value of the shares held by any shareholder would become less than the minimum holding amount specified in the sales documents, the Board may decide that the redeeming shareholder shall be deemed to have requested the conversion of all of his shares into shares of the Class of the same Sub-Fund with a lower minimum holding amount and, if the redeeming shareholder was holding shares of the Class with the lowest minimum holding amount, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption of the full balance of such shareholder’s holding of shares. The Board may, at any time, compulsorily redeem all shares from shareholders whose holding is less than the minimum holding amount as determined by the Board. In such case, the shareholder will receive one month prior notice so as to be able to increase his holding above the applicable minimum holding amount.

Further, if on any given date, the redemption requests pursuant to this Article exceed ten percent of the total number of shares outstanding of any Class, the Board may decide that part or all of such requests for redemption will be deferred pro rata, so that the ten per cent limit is not exceeded. On the next Valuation Day following that period, these redemption requests will be satisfied in priority to later requests, subject always to the ten per cent limit.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. The Board may, in its sole discretion, permit shareholders to convert shares of one Class of a Sub-Fund into shares of another Class of that or another Sub-Fund under such restrictions, in particular, as to the frequency, terms and conditions of conversions, and subject them to the payment of such charges and commissions as may be determined by the Board. In such case, full details of the frequency, terms and conditions as well as of the charges and commissions related to the conversion of shares shall be given in the sales documents.

The number of shares issued upon conversion of shares from one Class into another Class shall be computed by reference to the respective net asset value of the two Classes of shares, calculated on the common Valuation Day on which the conversion request is accepted, or on such other day as the Board may determine. If there is no common Valuation Day, the conversion shall be made on the basis of the net asset value calculated on the next following Valuation Day for each of the two Classes concerned or on such other days as the Board may reasonably determine.

If as a result of any request for conversion the value of the shares held by any shareholder in any new Class of shares would fall below any minimum subscription amount specified in the sales documents, the Board may decide not to accept the conversion request. If as a result of a conversion, the value of a shareholder's holding in the original Class would become less than the relevant minimum subscription amount specified in the sales document, the Board may decide that such shareholder shall be deemed to have requested the conversion of all his shares in such Class.

The shares which have been converted into shares of another Class shall be cancelled. Fractions of bearer shares will not be issued, and the remaining amount (if less than 10.- USD or an equivalent amount) will be forfeited to be applied for the benefit of the original Class or Sub-Fund from which the conversion is effected.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. The Board may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the judgement of the Board such holding may be detrimental to the Company or the majority of its shareholders or any Sub-Fund or Class; if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign; or if as a result thereof it may have adverse regulatory, tax or fiscal consequences, in particular if as a result thereof the Company would become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (including but without limitation tax laws).

Specifically but without limitation, the Board shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by any person qualifying as a Well-Informed Investor.

The Board may also restrict the ownership of shares in the Company by any U.S. Person, as defined in this Article.

For such purposes the Board may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a person not authorised to own shares of the Company; and

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares in the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a U.S. Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a person not authorised to own shares of the Company; and

C. - decline to accept the vote of any person not authorised to own shares of the Company at any meeting of shareholders of the Company; and

D. - where it appears to the Board that any person not authorised to own shares of the Company either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the «purchase notice») upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price, including the costs incurred in relation to the repurchase, will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, in the case of registered shares, his name shall be removed from the register of shareholders, and in the case of bearer shares, the certificate or certificates representing such shares shall be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant Class as at the Valuation Day specified by the Board for the redemption of shares in the Company next preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate

or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the Board for the payment of the redemption price of the shares of the relevant Class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto (if any). Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund that comprises the relevant Class or Classes of shares. The Board shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, "United States" or "U.S." means the United States of America (including the States and the District of Columbia) and any of its territories, possessions and other areas subject to its jurisdiction and "U.S. Person" means a citizen or resident of the United States, or any corporation, partnership or other entity created in or under the laws of the United States or any person falling within the definition of the term "U.S. Person" under Regulation S promulgated under United States Securities Act of 1933.

The Board may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares of a Sub-Fund or Class reserved for Well-Informed Investors until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as a Well-Informed Investor. If it appears at any time that a holder of shares of a Sub-Fund or Class is not a Well-Informed Investor, the Board will compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set forth above in this Article. The Board will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse for any transfer of shares to be entered into the register of shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where shares of a Sub-Fund or Class restricted to Well-Informed Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as a Well-Informed Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as a Well-Informed Investor, and who holds shares in a Sub-Fund or Class restricted to Well-Informed Investors, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board, the other shareholders of the relevant Sub-Fund or Class and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as a Well-Informed Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per share of each Class of shares shall be expressed in the reference currency (as defined in the sales documents for the shares) of the relevant Sub-Fund and shall be determined as of each Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each Class, being the value of the portion of assets attributable to such Class less the portion of liabilities attributable to such Class, calculated at such time as the Board shall have set for such purpose, by the total number of shares in the relevant Class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board shall determine. The net asset value per share of each Class as at each Valuation Day, as described in Article 13, will be calculated and available not later than 20 bank business days in Luxembourg after the relevant Valuation Day. If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant Class are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

The valuation of the net asset value of the different Classes of shares shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include (without limitation):

1) all cash on hand or on deposit, including interest due but not yet collected and interest accrued thereon up to the Valuation Day;

2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions received by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;

5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;

6) the liquidation value of all forward contracts and all call or put options the Company has an open position in;

7) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off; and

8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

a) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable (including any rebates on fees and expenses payable by any collective investment undertaking and/or a separate account, in which the Company may invest (hereafter the «Underlying Fund»)), prepaid expenses, cash dividends declared and interest accrued, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Board may consider appropriate to reflect the true value thereof;

(b) the value of securities which are quoted, traded or dealt in on any stock exchange shall be based on the latest available price or, if appropriate, on the average price on the stock exchange which is normally the principal market of such securities, and each security traded on any other regulated market shall be valued in a manner as similar as possible to that provided for quoted securities;

(c) for non-quoted securities or securities not traded or dealt in on any stock exchange or other regulated market (including securities of closed-ended Underlying Funds), as well as quoted or non-quoted securities on such other market for which no valuation price is available, or securities for which the quoted prices are, in the opinion of the Board, not representative of the fair market value, the value thereof shall be determined prudently and in good faith by the Directors on the basis of foreseeable sales prices;

(d) liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis; and

(e) all other securities and assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board;

(f) futures and options are valued by reference to the previous day's closing price on the relevant market; the market prices used are the futures exchanges settlement prices;

(g) swaps are valued at fair value based on the last available closing price of the underlying security.

(h) Investments in open-ended Underlying Funds will be taken at their latest official net assets values or at their latest unofficial net asset values (i.e. which are not generally used for the purposes of subscription and redemption of shares of the target funds) as provided by the relevant administrators if more recent than their official net asset values and for which the administrative agent has sufficient assurance that the valuation method used by the relevant administrator for said unofficial net asset values is coherent as compared to the official one.

The Board of Directors, at its sole discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Company and/or its Sub-funds in compliance with Luxembourg laws. This method will then be applied in a consistent way. The administrative agent can rely on such deviations as approved by the Board of Directors for the purpose of the net asset value calculation.

For the purpose of determining the value of the Company's assets, the administrative agent relies upon information received from various professional pricing sources (including fund administrators and brokers). In the absence of manifest error and having due regards to the standard of care and due diligence in this respect, the administrative agent shall not be responsible for the accuracy of the valuations provided by such pricing sources.

In circumstances where one or more pricing sources fail to provide valuations for an important part of the assets to the administrative agent, the latter is authorised not to calculate a net asset value and as a result may be unable to determine subscription and redemption prices. The Board shall be informed immediately by the administrative agent should this situation arise. The Board may then decide to suspend the net asset value calculation, in accordance with the procedures set out in Article 13.

II. The liabilities of the Company shall include (without limitation):

1) all loans, bills and accounts payable;

2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);

3) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management fees, incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees);

4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;

5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorised and approved by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which may comprise formation and launching expenses, fees payable to its investment manager (if any), investment adviser, fees and expenses payable to its auditors and accountants, custodian and its correspondents, domiciliary and corporate agent, registrar and transfer agent, listing agent (if any), any paying agent, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration (if any) of the directors and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

III. The Company will establish a separate pool of assets and liabilities in respect of each Sub-Fund and the assets and liabilities shall be allocated in the following manner:

(a) if a Sub-Fund issues shares of two or more Classes, the assets attributable to such Classes shall be invested in common pursuant to the specific investment objective, policy and restrictions of the Sub-Fund concerned;

(b) within any Sub-Fund, the Board may determine to issue Classes subject to different terms and conditions, including, without limitation, Classes subject to (i) a specific distribution policy entitling the holders thereof to dividends or no distributions, (ii) specific subscription and redemption charges, (iii) a specific fee structure and/or (iv) other distinct features;

(c) the net proceeds from the issue of shares of a Class are to be applied in the books of the Company to that Class of shares and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such Class of shares subject to the provisions set forth below;

(d) where any income or asset is derived from another asset, such income or asset is applied in the books of the Company to the same Sub-Fund or Class as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value is applied to the relevant Sub-Fund or Class;

(e) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or Class or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund or Class, such liability is allocated to the relevant Sub-Fund or Class;

(f) if any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund or Class, such asset or liability will be allocated to all the Sub-Funds or Classes pro rata to their respective net asset values, or in such other manner as the Board, acting in good faith, may decide; and

(g) upon the payment of distributions to the holders of any Class of shares, the net asset value of such Class shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

If there has been created within the same Sub-Fund one or more Classes, the allocation rules set forth above shall apply, as appropriate, to such Classes.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the Board or by any bank, company or other organisation which the Board may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this article:

1) shares of the Company to be redeemed under Article 8 shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issuance as from the time specified by the Board on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefor shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 12. Co-Management and Pooling. The Board may authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis, or of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg collective investment schemes, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations, and as more fully described in the sales documents for the shares.

Art. 13. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issues, Redemption and Conversion of Shares. With respect to each Class, the net asset value per share and the price for the issue, redemption and conversion of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least once a year at a frequency determined by the Board, such date or time of calculation being referred to herein as the "Valuation Day".

The determination of the net asset value per share of one or more Classes may be suspended during:

(a) any period when any of the principal markets or stock exchanges on which a substantial portion of the direct or indirect investments of the Sub-Fund concerned is quoted or dealt in is closed, or during which dealings therein are restricted or suspended; or

(b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of the assets of the Sub-Fund concerned would, in the opinion of the Board, be impracticable; or

(c) any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of the assets of the Sub-Fund concerned or the current prices or values on any market or stock exchange; or

(d) any period during which the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such Class or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares of such Class cannot in the opinion of the Board be effected at normal rates of exchange; or

(e) when for any other reason the value of any investment owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained or estimated; or

(f) when the Company has knowledge that the valuation of certain of its investments which it previously received to calculate the net asset value per share of any Class was incorrect in any material respect which, in the opinion of the Board, justifies the recalculation of such net asset value (provided, however, that in no circumstances will the Board be bound to revise or recalculate a previously calculated net asset value on the basis of which subscriptions, conversions or redemptions may have been effected); or

(g) any other circumstance or circumstances where a failure to do so might result in the Company or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment which the Company or its shareholders might not otherwise have suffered; or

(h) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of resolving the winding-up of the Company or, in the case where the Board has the power to resolve on the liquidation of a Sub-Fund, as soon as the Board has decided to liquidate a Sub-Fund.

The Board has the power to suspend the issue, redemption and conversion of shares in one or more Classes for any period during which the determination of the net asset value per share of the Sub-Fund(s) concerned is suspended by virtue of the powers described above.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and may be notified to shareholders having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the calculation of the net asset value has been suspended.

Such suspension as to any Class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other Class of shares.

Any request for subscription or conversion shall be irrevocable and may not be withdrawn by any shareholder in any circumstances, except in the event of a suspension of the determination of the net asset value of the relevant Sub-Fund or Class. In the event of a suspension, the Company will process the subscription and conversion requests on the first applicable Valuation Day following the end of the period of suspension.

Title III. Administration and Supervision

Art. 14. Directors. The Company shall be managed by a Board composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term expiring at the next general ordinary meeting of shareholders where their successors are appointed or where they are reappointed for a further term of one year. The

directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders upon proposal made by the Board; the latter shall further determine the number of directors and their remuneration.

Directors shall be elected by the majority of the votes of the shares represented.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 15. Board Meetings. The Board chooses from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the Board members shall decide by a majority vote that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The Board may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles of Incorporation, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any electronic means capable of evidencing such appointments another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by cable, telegram, telex, telefax message or any electronic means capable of evidencing such appointment, another director as his proxy. Any director may attend a meeting of the Board using teleconference or videoconference means provided that (i) the director attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission is performed on an ongoing basis and (iv) the directors can properly deliberate. The participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at the meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, telex, telefax message or any other electronic means capable of evidencing such vote.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board. The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least half of the directors, or any other number of directors that the Board may determine, are present or represented.

Resolutions of the Board will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution are equal, the chairman shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. All documents shall constitute evidence that such decision has been taken.

Art. 16. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 20.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board.

Art. 17. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the signature of any two directors acting jointly or by the single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board.

Art. 18. Delegation of Power. The Board of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board, who shall have the powers determined by the Board and who may, if the Board

so authorises, sub-delegate their powers. Subject to the consent of the meeting, the Board may delegate the daily management of the Company's business to one of its members.

The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 19. Investment Management and Investment Advice. The Company may enter into an investment management/ advisory agreement with an investment manager/advisor, who shall supply the Company with recommendations and advice with respect to the Company's investment policy pursuant to Article 20 and may, on a day-to-day basis and subject to the overall control of the Board, have full authority and discretion to purchase and sell securities and other assets for the Company, and enter into investment transactions on its behalf, pursuant to the terms of a written agreement.

Art. 20. Investment Policies and Restrictions. The Board has the power to determine the investment policies and strategies of the Company, based upon the principle of risk spreading, and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the Board in compliance with applicable laws and regulations.

If permitted by and at the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, any Sub-Fund may to the largest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, invest in other Sub-Funds of the Company.

Art. 21. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director, manager or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director, manager or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 22. Conflicts of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of any such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, shall not, by reason of his/her/its connection and/or relationship with that other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to any such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the Board conflicting with that of the Company, that director or officer shall make such a conflict known to the Board and shall not consider or vote on any such transaction, and any such transaction shall be reported to the next meeting of shareholders.

The preceding paragraph does not apply where the decision of the Board or by the single director relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used above, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any entity promoting the Company or any subsidiary thereof, or any other company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion, provided that this personal interest is not considered as a conflicting interest according to applicable laws and regulations.

Art. 23. Approved Statutory Auditor. The accounting data provided for in the annual report of the Company shall be examined by an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The approved statutory auditor shall fulfil all duties prescribed by the Law of 2007.

Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 24. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the Class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Board. It may also be called upon by the request of shareholders representing at least one fifth of the share capital.

The annual meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company, on the fourth Friday of the month of April at 11.00 a.m. (Luxembourg time).

If such day is a legal or bank holiday in Luxembourg, the annual meeting shall be held on the following business day. The annual general meeting may be held abroad if the Board states at its discretion that this is required by exceptional circumstances.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority at this general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attaching to his/its/her shares shall be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date. Shareholders shall meet upon call by the Board or upon the written request of shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Company, pursuant to a notice setting forth the agenda, time and place of the meeting, the applicable quorum and the majority requirements, sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the Board except in the circumstance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which circumstance the Board may prepare a supplementary agenda.

Such notice shall in addition be published, to the extent required by Luxembourg law, in the *Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations*, and in such other newspapers as the Board shall determine.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each whole share of whatever Class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving his proxy in writing or by cable, telegram, telefax message, facsimile or any other electronic means capable of evidencing the proxy to another person, who need not be a shareholder and who may be a director of the Company.

If and to the extent permitted by the Board for a specific meeting of shareholders, each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least (i) the name, address or registered office of the relevant shareholder, (ii) the number of shares held by the relevant shareholder for a Sub-Fund or Class, as the case may be, (iii) the place, date and time of the general meeting, (iv) the agenda of the general meeting, (v) the proposal submitted for decision of the general meeting, as well as (vi) for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour, against or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the votes cast.

Art. 25. General Meetings of Shareholders in a Sub-Fund. The shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

Any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any Sub-Fund or Class vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other Sub-Fund or Class or Classes, shall be subject to a resolution both of all the shareholders of the Company and of the shareholders of such Sub-Fund or Class or Classes in compliance with Article 68 of the Law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 26. Merger or Liquidation of Sub-Funds. In the event that for any reason the value of the assets in any Sub-Fund has decreased to an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner (as disclosed in the sales documents of the Company), or if a change in the economical or political situation relating to the Sub-Fund concerned would have material adverse consequences on the investments of the Sub-Fund or in order to proceed to an economic rationalisation, the Board may decide to compulsorily redeem all the shares issued in such Sub-Fund at the net asset value per share (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses), calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect.

The Company shall serve a written notice to the holders of the relevant shares prior to the effective date of the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of the redemption operations. Holders of registered shares shall be notified in writing. The Company shall inform holders of bearer shares (if any) by publication of a notice in newspapers to be determined by the Board, unless such shareholders and their addresses are known to the Company. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the effective date of the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a general meeting of shareholders of any Sub-Fund may, upon proposal from the Board, redeem all the shares of such Sub-Fund and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements

for such general meeting of shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of those present or represented, if such decision does not result in the liquidation of the Company.

Liquidation proceeds not claimed by the shareholders at the close of the liquidation of a Sub-Fund will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited in accordance with Luxembourg law.

All redeemed shares shall be cancelled.

Under the circumstances provided in the first paragraph of this Article, the Board may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another undertaking for collective investment organised under the Law of 2007 or to another class within such other undertaking for collective investment (the "new Sub-Fund") and to redesignate the shares of the Sub-Fund concerned as shares of another Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Sub-Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund of the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders of the contributing Sub-Fund for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented, if the amalgamation does not result in the liquidation of the Company.

A contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment or to another class within such other undertaking for collective investment to be decided by a general meeting of shareholders shall require a resolution of the shareholders of the contributing Sub-Fund where no quorum is required and adopted at a simple majority of the shares represented at such meeting, except when such amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on the shareholders of the contributing Sub-Fund who have voted in favour of such amalgamation.

Art. 27. Accounting Year. The accounting year of the Company shall begin at the first day of January and shall terminate on the last day of December in each year.

Art. 28. Distributions. The general meeting of shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal from the Board and within the limits provided by law, determine how the results of such Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the Board to declare, distributions.

For any Class entitled to distributions, the Board may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Dividends will be paid to registered shareholders by bank transfer or by issuing a dividend cheque. Payments of distributions to holders of bearer shares shall be made upon presentation of the dividend coupon to the agent or agents therefor designated by the Company.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board shall determine from time to time.

The Board may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund that comprises the relevant Class or Classes of shares.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final provisions

Art. 29. Custodian Bank. If and as required by law, the Company shall enter into a custody agreement. The custodian bank shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2007.

If the custodian bank desires to withdraw, the Board shall use its best efforts to find a successor custodian bank within two months of the effectiveness of such withdrawal. The Board may terminate the appointment of the custodian bank but shall not remove the custodian bank unless and until a successor custodian bank shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 30. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 32.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5; in such an event, the general meeting shall be held

without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 31. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Art. 32. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 33. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organised group of persons whether incorporated or not.

Art. 34. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of 10 August 1915 on commercial companies and the Law of 2007, as such laws have been or may be amended from time to time.

The Meeting noted that the French translation of the Articles of Incorporation is not required anymore in accordance with Article 26(2) of the Law and therefore no French translation of this deed will follow the English version.

There being no further business on the agenda, the Meeting is thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English only.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing persons, known to the notary, by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: J.-B. JUVIN, N. SCHROEDER, M. KELLER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils 1, le 26 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/9306. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 28 avril 2015.

Référence de publication: 2015067832/750.

(150078014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2015.

Amarna Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 36.288.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mars 2015, statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014, que:

L'Assemblée Générale décide de reconduire les mandats suivants et ceci pour une période de six ans, leurs mandats prenant fin lors de l'issue de l'Assemblée Générale prévue en 2021:

- Monsieur Jean-Hugues DOUBET, en qualité d'Administrateur et de Président du Conseil d'Administration
- Monsieur Thierry JACOB, en qualité d'Administrateur
- FIN-CONTROLE S.A., en qualité de Commissaire aux comptes

Madame Mireille GEHLEN, ne sollicitant pas être renommée en qualité d'Administrateur, l'Assemblée Générale décide de nommer en son remplacement et ceci pour une période de six ans, son mandat prend fin lors de l'issue de l'Assemblée Générale prévue en 2021:

- Madame Martine STIEVEN, née le 08 mai 1968 à Aumetz (France), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015048970/21.

(150056379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

BR Japan Core Plus TMK 5 Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: JPY 2.334.800,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 137.224.

1. *Extrait des résolutions du conseil de gérance du 4 mars 2015:*

- Il résulte des dites résolutions que le siège social de la Société est transféré du 28, Boulevard Royal, L- 2449 Luxembourg au 35a, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 23 mars 2015.

2. Il est à noter que:

- Suite au changement du siège social de l'associé unique de la Société en date du 23 mars 2015, le nouveau siège social de l'associé unique de la Société est situé au 35a, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

- Il est à noter que la nouvelle adresse professionnelle de Madame Bernardine Louise Maria Vos est 35a, avenue J.F. Kennedy, L - 1855 Luxembourg depuis le 23 mars 2015.

- Il est à noter que la nouvelle adresse professionnelle de Madame Joanne Fitzgerald est 35a, avenue J.F. Kennedy, L - 1855 Luxembourg depuis le 23 mars 2015.

- Il est à noter que la nouvelle adresse du réviseur d'entreprises agréé PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, est 2 rue Gerhard Mercator, BP 1443 L-1014 Luxembourg depuis le 20 Octobre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait et signé à Luxembourg, le 30 mars 2015.

Pour BR Japan Core Plus TMK 5 Holdings S.à r.l.

Bernardine Vos

Gérante

Référence de publication: 2015048215/25.

(150055826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2015.

DeZaRo S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-6440 Echternach, 57, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 77.081.

VERSCHMELZUNGSPLAN

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am dreißigsten des Monats April.

Vor Maître Jacques CASTEL, Notar, niedergelassen in Grevenmacher, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN:

1) EnRec Energie & Recycling GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und bestehend unter den Gesetzen Deutschlands und mit eingetragenem Gesellschaftssitz in der Hopfenstrasse 1e, D-47441 Moers, Nordrhein-Westfalen, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Kleve unter der Nummer HRB 5598. Das Stammkapital von 26.000 Euro ist voll eingezahlt (die „EnRec Energie & Recycling GmbH“ oder die „Übernehmende Gesellschaft“);

hier vertreten durch Herrn Uwe von Zabiensky, geboren am 15. Juli 1961, wohnhaft in D-47506 Neukirchen-Vluyn, Hochstraße 1i, handelnd als einzeln vertretungsberechtigter und von den Beschränkungen des § 181 BGB befreiter Geschäftsführer

und

2) DeZaRo S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und bestehend unter den Gesetzen Luxemburgs und mit eingetragenem Gesellschaftssitz in 57, rue de la Gare, L-6440 Echternach, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 77.081, gegründet durch notarielle Urkunde des Maître Léon Thomas, genannt Tom METZLER, zu dieser Zeit in Luxemburg-Bonneweg niedergelassener Notar, am 31. Juli 2000, veröffentlicht im Luxemburger Amtsblatt (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) am 28. Dezember 2000, Nummer 914. Die Satzung wurde zuletzt am 4. November 2003 geändert, gemäß notarieller Urkunde des Maître Henri BECK, Notar niedergelassen in Echternach, veröffentlicht im Luxemburger Amtsblatt (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) am 5. Dezember 2003, Nummer 1296 (die „DeZaRo S.à r.l.“ oder die „Übernommene Gesellschaft“);

hier vertreten durch Herrn Uwe von Zabiensky, vorbenannt, handelnd als einzeln zeichnungsberechtigter Geschäftsführer.

Die erschienenen Parteien, hier in den vorgenannten Funktionen handelnd, haben den unterzeichnenden Notar um die Beurkundung des Nachfolgenden ersucht:

Gemeinsamer Verschmelzungsplan der EnRec Energie & Recycling GmbH und der DeZaRo S.à r.l.

Präambel

Im Handelsregister des Amtsgerichts Kleve ist unter HRB 5598 die EnRec Energie & Recycling GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung deutschen Rechts mit Sitz und Hauptverwaltung in Kleve, eingetragen. Das Stammkapital von 26.000 Euro ist voll eingezahlt.

Im R.C.S. Luxemburg ist unter der Nr. B 146.948 die DeZaRo S.à r.l., eine société à responsabilité limitée, also eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts, mit Sitz und Hauptverwaltung im Großherzogtum Luxemburg eingetragen. Das gesamte Kapital von 12.400 Euro ist eingeteilt in 100 Anteile zu je 124 Euro. Die Einlagen sind vollständig eingezahlt.

Die Übernommene Gesellschaft DeZaRo S.à r.l. ist ausweislich der Angaben in dieser Präambel eine verschmelzungsfähige Kapitalgesellschaft im Sinne des Artikels 257 i.V.m. Artikel 2 des Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in geänderter Fassung (das „Luxemburger Handelsgesetzbuch“). Die Übernehmende Gesellschaft EnRec Energie & Recycling GmbH ist ausweislich der Angaben in dieser Präambel eine verschmelzungsfähige Kapitalgesellschaft im Sinne des § 122b deutsches Umwandlungsgesetz („UmwG“).

Die Parteien beabsichtigen, die DeZaRo S.à r.l. als Übernommene Gesellschaft auf die EnRec Energie & Recycling GmbH als Übernehmende Gesellschaft nach den Vorschriften der §§ 122a ff. deutsches UmwG und §§ 261 des Luxemburger Handelsgesetzbuches zu verschmelzen. Die Übernehmende Gesellschaft behält ihren Satzungssitz in der Bundesrepublik Deutschland bei.

Eine Zustimmung der Gesellschafterversammlung der DeZaRo S.à r.l. zu diesem Verschmelzungsplan ist gemäß 263 (1) des Luxemburger Handelsgesetzbuches nötig.

Eine Prüfung der Verschmelzung ist gemäß § 122f Satz 1 Halbsatz 1 i.V.m. § 9 Abs. 2 deutsches UmwG und Artikel 266 (5) des Luxemburger Handelsgesetzbuches nicht erforderlich und wird daher nicht durchgeführt.

Mit der nachstehenden Verschmelzung überträgt die DeZaRo S.à r.l. im Wege der Gesamtrechtsnachfolge ihr Vermögen als Ganzes mit allen Rechten und Pflichten unter Auflösung ohne Abwicklung gem. § 122a Abs. 2 und § 3 Abs. 1 Nr. 2 deutsches UmwG sowie Artikel 261.V.m. Artikel 274 Abs. 1 a und c des Luxemburger Handelsgesetzbuches grenzüberschreitend auf die EnRec Energie & Recycling GmbH.

Der vorbenannte Herr Uwe von Zabiensky besitzt 100% der Anteile der Übernehmenden Gesellschaft sowie die Übernommenen Gesellschaft.

Es wird keine neuen Anteile infolge der Verschmelzung in der Übernehmenden Gesellschaft erstellt. Ebenso wird keine Kompensation im Bargeld für den alleinigen Anteilhaber stattfinden.

§ 1. Rechtsform, Firma und Sitz. Die DeZaRo S.à r.l. ist eine société à responsabilité limitée, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts, mit dem Sitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, 57, rue de la Gare, L-6440 Echternach.

Die EnRec Energie & Recycling GmbH ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung deutschen Rechts mit dem Sitz in Deutschland, 1e Hopfenstrasse, D-47441 Moers.

§ 2. Voraussichtliche Auswirkungen der Verschmelzung auf die Beschäftigten, Verfahren zu Beteiligung der Arbeitnehmer. Die Übernommene Gesellschaft beschäftigt keine Arbeitnehmer. Die Übernehmende Gesellschaft beschäftigt sieben Arbeitnehmer.

Keine der am Verschmelzungsvorgang beteiligten Gesellschaften unterliegt der Mitbestimmung. Rechtspositionen von Arbeitnehmern werden durch die Verschmelzung also nicht berührt. Ein Arbeitnehmerbeteiligungsverfahren nach dem Gesetz über die Mitbestimmung der Arbeitnehmer bei einer grenzüberschreitenden Verschmelzung (MgVG) ist somit nicht durchzuführen.

§ 3. Schlussbilanz, Verschmelzungstichtag. (1) Der Verschmelzung liegen die Bilanz der Übernehmenden Gesellschaft zum 31. Dezember 2014 und als Schlussbilanz die Bilanz der Übernommenen Gesellschaft zum 31. Dezember 2014 zugrunde.

(2) Verschmelzung Stichtag ist der 1. Januar 2015. Für Zwecke der Rechnungslegung übernimmt die Übernehmende Gesellschaft das Vermögen der Übernommene Gesellschaft im Innenverhältnis mit Wirkung zum 1. Januar 2015, 0.00 Uhr, (Artikel 261 e) des Luxemburger Handelsgesetzbuches) von diesem Zeitpunkt an gelten die Geschäfte der Übernommene Gesellschaft unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung als für Rechnung der Übernehmenden Gesellschaft vorgenommen.

(3) Ab dem 1. Januar 2015 ist das wirtschaftliche Ergebnis der Übernommenen Gesellschaft im Jahresabschluss der Übernehmende enthalten.

(4) Ungeachtet der vorstehenden Regelungen über den wirtschaftlichen Verschmelzungstichtag bestimmt sich die Wirksamkeit der Verschmelzung nach dem Recht des Mitgliedstaats, dem die aus der grenzüberschreitenden Versch-

melzung hervorgehende Gesellschaft unterliegt. Maßgeblich ist danach hier das deutsche Recht. Dementsprechend wird die Verschmelzung mit Eintragung in das Handelsregister des Amtsgerichts Kleve wirksam.

Im Verhältnis zu Dritten wird die Verschmelzung am Tag der Eintragung der Verschmelzung im Handelsregister der Übernehmenden EnRec Energie & Recycling GmbH wirksam.

§ 4. Besondere Rechte und Vorteile. Besondere Rechte oder Vorteile einzelner Anteilsinhaber der am Verschmelzungsvorgang beteiligten Gesellschaften oder einzelner Inhaber anderer Wertpapiere als Aktien oder besonderer Rechte im Sinne von § 122c Abs. 2 Nr. 7 deutsches UmwG werden nicht gewährt und sind daher nicht auszugleichen. Es sind auch keine besonderen Maßnahmen für diese Personen vorgeschlagen oder vorgesehen. Auch werden weder der Übernehmende Gesellschaft selber noch anderen Personen Sonderrechte und andere Rechte gemäß Artikel 261 Abs. 2 f des Luxemburger Handelsgesetzbuches gewährt. Bei der Übernommenen Gesellschaft bestehen keine Sonderrechte im Sinne der vorbezeichneten Vorschriften.

§ 5. Besondere Vorteile. Besondere Rechte oder Vorteile im Sinne von § 122c Abs. 2 Nr. 8 deutsches UmwG bzw. Artikel 261 Abs. 2 g des Luxemburger Handelsgesetzbuches werden weder einem Mitglied eines Vertretungsoder Aufsichtsgremiums der am Verschmelzungsvorgang beteiligten Gesellschaften, noch dem Abschlussprüfer oder sonstigen Prüfern gewährt. Es sind keine besonderen Maßnahmen für diese Personen vorgeschlagen oder vorgesehen. Mit dem Wirksamwerden der grenzüberschreitenden Verschmelzung erlischt die Organstellung der bisherigen Geschäftsführer, der DeZaRo S.à r.l.

§ 6. Satzung der «Übernehmende Gesellschaft. Die im Zeitpunkt dieses Verschmelzungsplanes gültige Satzung der die EnRec Energie & Recycling GmbH ist diesem Verschmelzungsplan entsprechend § 122 c Nr. 9 deutsches UmwG und Artikel 261 Abs. 4 a des Luxemburger Handelsgesetzbuches als Anlage 1 beigefügt. Sie entspricht dem letzten zum Register eingereichten und mit einer Notarbestätigung versehenen Wortlaut der Satzung.

§ 7. Angaben zur Bewertung des Aktiv- und Passivvermögens. Das Aktiv- und Passivvermögen der DeZaRo S.à r.l., das durch die grenzüberschreitende Verschmelzung auf die EnRec Energie & Recycling GmbH übergeht, wird für handelsbilanzielle Zwecke zu den in der handelsrechtlichen Schlussbilanz der DeZaRo S.à r.l. jeweils angesetzten Buchwerten in der EnRec Energie & Recycling GmbH fortgeführt. Sowohl für deutsche als auch für luxemburgische steuerliche Zwecke werden die in der steuerlichen Schlussbilanz der DeZaRo S.à r.l. angesetzten steuerlichen Buchwerte von der EnRec Energie & Recycling GmbH fortgeführt.

§ 8. Gemeinsamer Verschmelzungsbericht. Gemäß Artikel 265 des Gesetzes, haben die Geschäftsführung der Übernehmenden Gesellschaft sowie die Geschäftsführung der Übernommene Gesellschaft einen ausführlichen Bericht über die Verschmelzung erstellt, welcher die Gründe der Verschmelzung, die voraussichtliche Entwicklung der Aktivitäten der fusionierenden Gesellschaften, sowie die rechtlichen, wirtschaftlichen und sozialen Konsequenzen der Fusion darlegt. Eine Ablichtung dieses Berichtes steht den Gesellschaftspartnern in den jeweiligen Gesellschaftssitzen zur Verfügung. Der Bericht ist als Anlage 2 beigefügt.

§ 9. Vorkehrung für die Ausübung der Rechte durch Gläubiger der Gesellschaften. Gemäß Artikel 268 des Gesellschafts-Gesetzes sind die Gläubiger der Übernommenen Gesellschaft berechtigt, Sicherheiten zu verlangen. Sie erhalten vollständige und kostenlose Informationen über das Verfahren zur Ausübung ihrer Rechte als Gläubiger der Verschmelzenden Gesellschaften unter der folgender Adresse: D-47441 Moers, Hopfenstrasse 1e.

§ 10. Kosten, Steuern, Gebühren. Alle mit diesem Plan und seiner Ausführung verbundenen Kosten, Steuern und Gebühren einschließlich des Zustimmungsbeschlusses der Gesellschafter der EnRec Energie & Recycling GmbH Zustimmungsbeschlüsse trägt die „Übernehmende Gesellschaft“. Sollte die Verschmelzung nicht wirksam werden, tragen die Kosten dieses Vertrages die am Verschmelzungsvorgang beteiligten Gesellschaften zu gleichen Teilen; alle übrigen Kosten trägt die jeweils betroffene Gesellschaft alleine.

§ 11. Sonstiges, Schlussbestimmungen. Der vorliegende Verschmelzungsplan wird gemäß luxemburgisches Gesellschafts-Gesetz mindestens einen Monat vor der außerordentlichen Generalversammlungen der Gesellschafter der DeZaRo S.à r.l und der EnRec Energie & Recycling GmbH die über die Verschmelzung beschließen, am Luxemburgischen Handels- und Firmenregister eingereicht und in Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) gemäß Artikel 9 und Artikel 262 des Gesellschaftsgesetzes veröffentlicht.

Die Bücher und Aufzeichnungen der DeZaRo S.à r.l. werden für den gesetzlich vorgeschriebenen Zeitraum am eingetragenen Sitz der EnRec Energie & Recycling GmbH aufbewahrt.

Sollten einzelne Bestimmungen dieses Vertrages bzw. Plans unwirksam oder undurchführbar sein oder werden, soll dies auf die Wirksamkeit der übrigen Bestimmungen keinen Einfluss haben. In diesem Fall ist eine solche Bestimmung zu vereinbaren, die der mit der unwirksamen oder undurchführbaren Bestimmung verfolgten Zielsetzung entspricht oder ihnen möglichst nahe kommt. Gleiches gilt im Falle einer Lücke.

Die folgenden Dokumente werden wenigstens ein Monat vor der außerordentlichen Generalversammlungen der Gesellschafter der DeZaRo S.à r.l und der EnRec Energie & Recycling GmbH die über der Verschmelzung beschließen in den respektive Firmensitz zu Verfügung stehen:

- Der Bericht über die Verschmelzung,

- Die Jahresabschlüsse am 31. Dezember der letzten drei rechnungspflichtigen Jahre und
- Gemeinsames Verschmelzungsplan.

Der unterzeichnende Notar zertifiziert hiermit die Existenz und Rechtmäßigkeit des Zusammenschlussvorhabens und aller Handlungen, Dokumente und Formalitäten, die den Verschmelzenden Gesellschaften kraft Gesetzes obliegen.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen wurde zu Grevenmacher, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an die dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannten Komponenten, hat derselbe mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

U. von ZABIENSKY, J. CASTEL.

Enregistré à Grevenmacher, le 04 mai 2015. Relation: GAC/2015/73760. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): SCHLINK.

Nachfolgend der Text der Satzung der EnRec Energie & Recycling GmbH:

Gesellschaftsvertrag der EnRec Energie & Recycling GmbH in der Fassung vom 28.02.07

Hiermit beglaubige ich, dass der beigefügte Gesellschaftsvertrag mit dem zuletzt im Handelsregister aufgenommenen Text übereinstimmt.

Moers, den 4. März 2015.

Gezeichnet: Dr Jan Link, *Notar*

§ 1. Firma - Sitz - Dauer und Geschäftsjahr. (1) Die Firma der Gesellschaft lautet: EnRec Energie & Recycling GmbH.

(2) Sitz der Gesellschaft ist Moers.

(3) Die Dauer der Gesellschaft ist unbestimmt.

(4) Das Geschäftsjahr der Gesellschaft ist das Kalenderjahr.

§ 2. Gegenstand des Unternehmens. „Gegenstand des Unternehmens sind die Beratung und Vermittlung auf dem Gebiet der Abfallentsorgung, das Einsammeln und Behandeln, Recycling von Abfallstoffen, sowie die Produktion und der Vertrieb von Ersatzbrennstoffen.“

§ 3. Stammkapital. (1) Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt EURO 26.000,-- (in Worten: sechszwanzigtausend EURO).

(2) Die Stammeinlagen sind in voller Höhe geleistet worden.

§ 4. Geschäftsführung - Vertretung. (1) Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Ist nur ein Geschäftsführer bestellt, vertritt dieser die Gesellschaft allein, sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so wird die Gesellschaft durch zwei von ihnen gemeinschaftlich oder einen von ihnen in Gemeinschaft mit einem Prokuristen vertreten.

Die Gesellschafter können einem oder mehreren Geschäftsführern die Befugnis erteilen, die Gesellschaft stets allein zu vertreten. Sie können auch einem oder mehreren Geschäftsführern die Befugnis erteilen, namens der Gesellschaft mit sich selbst Rechtsgeschäfte zu tätigen, gleichviel, ob sie dabei für sich oder für Dritte handeln (Befreiung von den Beschränkungen des § 181 BGB).

(2) Die Geschäftsführer leisten ihre Dienste nicht Kraft gesellschaftsrechtlicher Verpflichtung, sondern aufgrund eines mit ihnen abzuschließenden Anstellungsvertrages.

§ 5. Jahresabschluss - Ergebnisverwendung. (1) Alljährlich muss, im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen der Jahresabschluss (Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung und Anhang) für das abgelaufene Geschäftsjahr aufgestellt und der Gesellschafterversammlung zur Beschlussfassung vorgelegt werden.

(2) Die Gesellschafterversammlung beschließt, inwieweit ein zur Verfügung stehendes Ergebnis als Rücklage verwendet, vorgetragen oder an die Gesellschafter verteilt werden soll. An einem zu verteilenden Ergebnis nehmen die Gesellschafter nach dem Verhältnis der Nennbeträge ihrer Geschäftsanteile teil.

§ 6. Gesellschafterversammlung. (1) Die Gesellschafter fassen ihre Beschlüsse in Gesellschafterversammlungen.

(2) Beschlüsse bedürfen, soweit durch Gesetz oder Gesellschaftsvertrag keine größere Mehrheit vorgeschrieben hat, der Mehrheit der Stimmen aller Gesellschafter. Je 50,-- EUR eines-Geschäftsanteils geben eine Stimme.

(3) Beschlüsse der Gesellschafterversammlung über die Erhöhung oder Herabsetzung des Stammkapitals, sonstige Satzungsänderungen, sowie die Auflösung der Gesellschaft bedürfen einer Mehrheit von drei Vierteln der Stimmen aller Gesellschafter.

§ 7. Abtretung und Belastung von Geschäftsanteilen. (1) Die Abtretung und Belastung von Geschäftsanteilen bedarf zu ihrer Wirksamkeit der Zustimmung aller Gesellschafter. Zur Veräußerung von Teilen ist außerdem die gesetzlich vorgeschriebene Genehmigung der Gesellschaft als solcher erforderlich.

(2) Eine Genehmigung zur Veräußerung nach Absatz 1 ist nicht erforderlich, wenn der Erwerber Mitgesellschafter ist.

§ 8. Bekanntmachungen - allgemeine Bestimmungen. (1) Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen nur durch den Bundesanzeiger.

(2) In den Fällen, die in diesem Gesellschaftsvertrag nicht geregelt sind, sollen unter Berücksichtigung der Grundgedanken dieses Vertrages die gesetzlichen Bestimmungen gelten.

(3) Sollten Bestimmungen dieser Satzung nicht rechtswirksam sein oder ihre Rechtswirksamkeit später verlieren, so wird dadurch die Gültigkeit der übrigen Bestimmungen nicht berührt. Eine ungültige Regelung ist alsdann durch Beschluss der Gesellschafter in rechtswirksamer Form so zu ergänzen oder umzudeuten, dass der beabsichtigte wirtschaftliche Zweck erreicht wird. Entsprechend ist zu verfahren, wenn sich bei der Durchführung des Vertrages eine ergänzungsbedürftige Lücke ergibt.

§ 9. Gründungsaufwand. (1) Den Gründungsaufwand (Steuern, Rechts- und Steuerberatungskosten, Notar- und Gerichtskosten) trägt die Gesellschaft. Dieser Aufwand beträgt ungefähr DM 2.500,--.

(2) Darüber hinausgehender Gründungsaufwand geht zu Lasten der Gesellschafter.

Enregistré à Grevenmacher, le 04 mai 2015. Relation: GAC/2015/73760. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): SCHLINK.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung auf dem Handels- und Gesellschaftsregister sowie zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 11. Mai 2015.

Référence de publication: 2015071525/215.

(150081693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2015.

Hanson Holdings Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 157.607.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 30 mars 2015.

Référence de publication: 2015049212/10.

(150056275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

AIM Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 14, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg B 74.676.

Extrait des résolutions circulaires prises par les associés de la Société en date du 24 mars 2014

En date du 24 mars 2014, les associés de la Société ont pris les résolutions suivantes:

- prennent acte et acceptent la démission de Madame Anne Catherine GRAVE de son mandat de gérant de la Société avec effet au 31 mars 2015.

- nomment Madame Véronique NAHOE, née le 7 juillet 1973 à Rocourt, Belgique, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet au 31 mars 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Madame Véronique NAHOE

- Madame Catherine KOCH

- Monsieur Olivier HAMOU

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2015.

AIM Services S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015048961/23.

(150056586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.
